

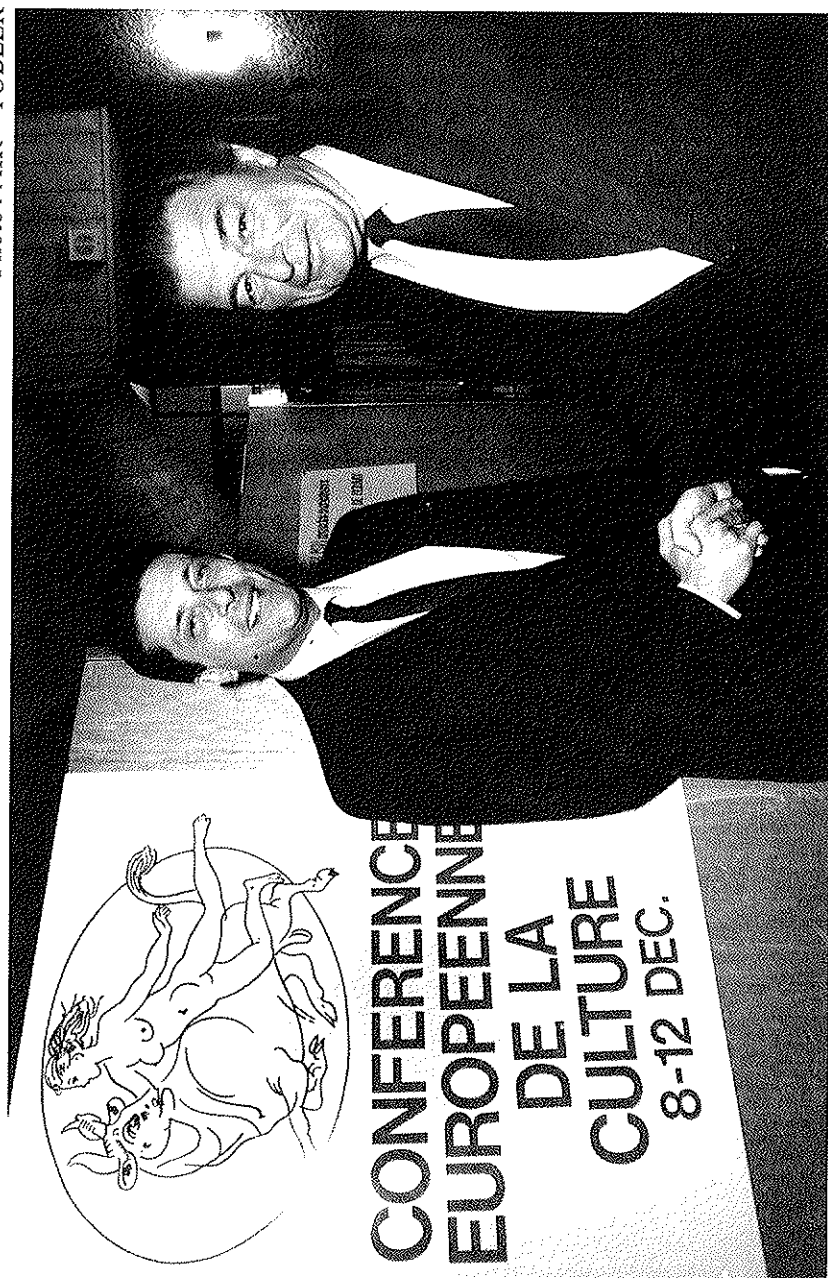
Conférence Européenne de la Culture

Lausanne, 8-12 décembre 1989



ÉDITIONS DU
Centre Européen de la Culture
GENÈVE

Photo : AIR - TOBLER



M. Federico MAYOR, Directeur général de l'UNESCO,
et M. Jean-Pascal DELAMURAZ, Président de la Confédération helvétique.

Conférence Européenne de la Culture

Lausanne, 8-12 décembre 1989

Discours d'ouverture
Messages, Rapports, Conclusion

ÉDITIONS DU
Centre Européen de la Culture
GENÈVE

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier très vivement les Autorités, les institutions et les entreprises dont les noms suivent, qui ont bien voulu nous accorder leur appui pour l'organisation de la Conférence Européenne de la Culture:

Confédération Suisse
Canton de Vaud
Ville de Lausanne
Commission des Communautés Européennes, Bruxelles
Conseil de l'Europe, Strasbourg
UNESCO, Paris
Pro Helvetia, Fondation suisse pour la Culture, Zurich
Fondation Denis de Rougemont pour l'Europe, Genève
Fondation Européenne de la Culture, Amsterdam
Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne
Office du tourisme et des congrès, Lausanne
André & Cie, Lausanne
Banque du Gothard, Lausanne
Bobst SA, Lausanne
Castolin SA, Saint-Sulpice
Edipresse SA, Lausanne
Editions Rencontre, Lausanne
Galenica Holding SA, Berne
Georges Hertig, La Chaux-de-Fonds
«La Suisse» Assurances, Lausanne
Helen Maguire-Müller, Lausanne
Nestlé SA, Vevey
Provimi-Lacta SA, Cossonay
Publicitas Holding SA, Lausanne
Zenith-Vie, Lausanne

En outre nous exprimons notre reconnaissance au Conseil de l'Europe pour le soutien qu'il a bien voulu accorder à la présente publication.

COMITÉ D'HONNEUR

- M. Jean-Pascal Delamuraz
Président de la Confédération Suisse
- M. Jean-François Leuba
Président du Conseil d'Etat du Canton de Vaud
- M. Dominique Föllmi
Vice-Président du Conseil d'Etat du Canton de Genève
Conseiller d'Etat chargé du Département de l'Instruction Publique
- M. Paul-René Martin
Syndic de la Ville de Lausanne
- M. Federico Mayor
Directeur général de l'UNESCO
Président de la Conférence Européenne de la Culture
- Madame Catherine Lalumière
Secrétaire général du Conseil de l'Europe
- M. Jean Dondelinger
Membre de la Commission des Communautés Européennes
- M. Carlo Rubbia
Directeur général du CERN
- M. Enrique Baron Crespo
Président du Mouvement Européen
Président du Parlement Européen
- M. Pierre Ducrey
Recteur de l'Université de Lausanne
- M. Jean-Claude Favez
Recteur de l'Université de Genève
- M. Claude Haegi
Président de la Fondation Denis de Rougemont pour l'Europe
- M. Jerzy Lukaszewski
Recteur du Collège d'Europe à Bruges
- M. Alexandre Marc
Fondateur du Centre International de Formation Européenne (CIFE)
- M. John Pinder
Président de l'Union des Fédéralistes Européens
- M. Henri Rieben
Président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe
- M. Guy-Olivier Segond
Président de l'Union Européenne de Suisse

INTRODUCTION

Jacques Freymond

Nous avons tenu à commémorer le 40^e anniversaire de la première Conférence européenne de la Culture qui s'est déroulée à Lausanne en décembre 1949, à l'initiative du Congrès de La Haye, du Mouvement européen et des fédéralistes européens, à la tête desquels se trouvaient Denis de Rougemont, Alexandre Marc, Henri Brugmans. Un juste hommage a été rendu en 1988 à ceux qui, émergeant de la société civile, peuvent être rangés parmi les fondateurs de l'Europe, aux côtés de Monnet, Schuman, Spaak et du grand Winston Churchill.

La Conférence qui s'ouvre en ce 8 décembre se déroule dans un climat bien différent de celui qui régnait en 1949. La guerre couverte, dite froide, atteint alors un degré d'intensité annonciateur d'un conflit armé (c'est en 1950, en effet, qu'éclate la guerre de Corée). Entre les intellectuels de l'Europe socialiste et stalinienne et ceux de l'occident la rupture a été consommée au Congrès de Breslau-Wroclaw entre le 25 et le 28 août 1948. Fadaev, membre du Praesidium de l'Union des écrivains soviétiques et du Comité central du parti communiste de l'URSS, a voulu imposer sa conception de la culture et de la coopération intellectuelle.

C'est à la Conférence de Lausanne que ce défi est relevé. C'est à partir de ce mois de décembre 1949 que les intellectuels et les artistes de l'occident s'engagent dans une lutte historique pour la défense et l'illustration d'une culture européenne.

Quarante ans plus tard, nous pouvons célébrer la défaite de Fadaev et de la conception de la société qu'il prétendait incarner. Peut-être sommes-nous à l'aube de cette paix que les survivants de 1945 voyaient poindre.

Mais ce rêve ne se réalisera que si, dans cette période de libération par l'anarchie, nous prenons du recul sur l'histoire présente pour tirer des expériences faites dans ces quarante dernières années les enseignements qui nous permettront d'établir la collaboration entre Européens sur des bases solides. Il importe de ne pas rater cette nouvelle après-guerre. Car l'Europe n'est, on le sait, qu'un petit cap du continent asiatique sur une planète où de nouveaux géants s'éveillent.

Le programme de la Conférence a été conçu de manière à offrir aux participants la possibilité de fournir une contribution personnelle aux discussions organisées au sein de *groupes de travail* restreints, sur la base de rapports, et d'assister, en séance plénière, à des *tables rondes* traitant de problèmes de portée plus générale.

SEANCE D'OUVERTURE

**Allocution de Monsieur Jean-Pascal Delamuraz,
Président de la Confédération helvétique**

En déclarant ouverte la troisième Conférence Européenne de la Culture et en vous y saluant avec déférence au nom du Gouvernement suisse, je mesure l'aubaine exceptionnelle que constitue ce rassemblement.

Il promet une discussion forte de notre devenir, discussion entre scientifiques, artistes, économistes et politiques, c'est-à-dire entre porteurs de notre commune culture européenne. Alors que nous sommes au quotidien emportés par le tourbillon de l'action - courte, parfois - et de la construction européenne institutionnelle, il est nécessaire de ponctuer notre vive marche de stations de réflexion. Il faut revenir à l'essentiel et l'essentiel, pour l'Europe, sera toujours de savoir comment transmettre l'extraordinaire héritage de civilisation qui est le sien, comment l'enrichir encore, comment donner plus d'ancrage et de rayonnement aux valeurs culturelles suprêmes qui sont nôtres. Il s'agit d'inscrire toutes les démarches du rapprochement intra-européen, de construction européenne, d'intégration européenne dans ce contexte culturel. Il est à la fois global dans la pétition des principes millénaires qui le constituent et richement divers dans les expressions qu'il en donne, les expressions artistiques notamment. Oui! le cadre européen est culturel.

Et voici la seconde chance de la Conférence que nous ouvrons ce soir: elle se tient maintenant. C'est-à-dire en un temps où la coopération entre Etats de l'Europe occidentale s'accélère et s'intensifie, où le contenu culturel de cette coopération s'enrichit résolument, où la dimension de l'intégration se révèle.

Plus encore: cette Conférence, préparée de longue date, intervient au moment où s'accomplit en Europe la révolution. Révolution de conquête de liberté et de démocratie pour des millions d'Européens de plusieurs pays de l'Est. Révolution de l'effondrement des murs et des barrages que les idéologies avaient érigés à travers une Europe meurtrie et défaite. Révolution d'une Europe retrouvant peu à peu son véritable espace, celui, précisément, de l'héritage culturel.

Révolution partielle, révolution fragile, révolution à risques, sans doute. Mais révolution riche de premières certitudes, déjà, et d'immenses espoirs.

Nous assistons aujourd'hui à un retour en force de l'histoire, je veux dire à une résurgence, à travers tout le continent européen, des forces profondes de notre civilisation européenne, que nous avons crues étouffées au-delà de l'Elbe, que nous avons trop négligées dans une Europe occidentale vouée très prioritairement aux tâches de l'économie. Grâce aux mutations en cours à l'Est, nous pouvons mieux apercevoir quels facteurs puissants, quels facteurs d'unité, sous-jacents à l'économie, font se mouvoir l'Europe.

Cette petite presqu'île du continent asiatique - pour citer *a contrario* Paul Valéry - est un prodigieux héritage de civilisations: de la civilisation judéo-chrétienne qu'éclaire la révélation et qui confère à l'Europe une éthique individuelle et collective structurée; de la civilisation gréco-romaine, qui apporte le langage de la raison, de la science, de la logique et de l'esprit, à l'origine de toute créativité. Elle est un prodigieux héritage spirituel, moral, intellectuel dont la résultante se nomme la liberté, soit le respect de la personne, de l'esprit et du droit. Elle est le secret de la culture européenne, l'anneau qui nous lie tous par delà les diversités. Elle fait notre unité et détermine notre identité. Ces jours, brusquement, nous en percevons toute la vigueur. Avec émotion, avec maladresse, avec joie. L'Europe de la géographie et l'Europe de la liberté tendent à se rejoindre.

L'Europe est une, elle est aussi diverse. Son héritage est aussi celui de cette mosaïque des peuples indo-européens: les Celtes qui peuplaient notre continent avant que Rome ne devînt Rome et les Germains qui succédèrent à l'Empire latin défaillant. Cette diversité fait aussi notre richesse même s'il faut déplorer le morcellement de l'Europe qui en est résulté, les rivalités et les guerres internes dans lesquelles elle s'est parfois épuisée. Mais, par delà toutes les féodalités, l'idée d'une unité de civilisation est toujours restée vivante. Du Moyen-âge jusqu'à la dernière guerre, des hommes de lettres, de Dante à Victor Hugo, des économistes tels que Bentham et Saint-Simon, des philosophes en tête desquels Emmanuel Kant, des juristes, de Pierre Dubois au Suisse Johann-Kaspar Bluntschli, des politiques, de Sully à Briand ont expliqué, dans le langage du prophète ou du politique, l'unité de culture de l'Europe et sa conséquence, le rassemblement de tous les Européens.

Certains ont proposé les moyens d'une unification progressive. L'histoire a montré toutefois qu'unification impliquait souvent centralisation. Centralisation dans une certaine mesure certes nécessaire, mais qui ne devrait pas être excessive. C'est ici que la dimension du fédéralisme prend tout son sens. Qu'on me comprenne bien: il ne s'agit pas pour moi, de jouer au maître d'école, de vendre une quelconque «formule suisse», par ailleurs inapplicable à l'Europe, mais bien de plaider pour que le lien fédéral soit l'instrument qui permette d'unir les peuples d'Europe, de rassembler leurs diversités, comme une manière réussie de concilier l'un et le multiple. Un tel lien se veut respect des autonomies locales et régionales dans la volonté commune de vivre et de se gouverner ensemble. Le propre du fédéralisme est de se construire depuis le bas et non pas par en haut, comme imposé. La Suisse n'existe que par la conviction fédéraliste et c'est tout au plus dans ce sens - et dans ce sens uniquement - que notre expérience peut être utile *mutatis mutandis* à l'ensemble du continent.

Aujourd'hui en effet, tous les Européens, presque tous, à l'Ouest et à l'Est, sont à l'oeuvre pour construire l'Europe:

- la Communauté européenne des Douze, la plus avancée dans cette oeuvre de construction, déjà en train de réfléchir à haute voix à une future Union politique, qui devrait s'inspirer de l'idée fédérale si elle veut éviter l'écueil de la centralisation excessive;

- les autres pays d'Europe occidentale, parmi eux la Suisse, qui s'emploient à resserrer leurs liens avec la Communauté;
- les pays d'Europe centrale et orientale, facteur enrichissant, qui devront être en mesure d'apporter leur contribution propre.

Comment rassembler toutes ces volontés? Comment les concilier avec les différences des uns avec les autres? Avec quelle autre idée que le fédéralisme?

L'Europe de la culture, des valeurs communes qui fondent son unité, son identité, connaît un nouveau départ. Une nouvelle chance s'offre à nous, un nouveau défi. La Suisse est de cette avancée, pleinement, et sur deux fronts:

- avec la Communauté européenne et les autres pays de l'AELE dans la recherche de nouvelles formules de coopération institutionnelle, globale, d'un Espace Economique Européen digne de ce nom;
- avec les pays d'Europe centrale et orientale dans le concours qu'elle s'efforce de leur apporter.

Au-delà de l'économique notre contribution se veut aussi spirituelle. Nous nous sommes essayés entre nous, si différents les uns des autres, à vivre en communauté. Non pas en mettant en pratique des recettes qui nous seraient propres, mais en faisant nôtres les valeurs de liberté qui sont le fonds commun de tous les Européens.

Voilà la raison qui nous met en mesure d'apprécier la mission que la Conférence s'est donnée: engager une réflexion sur la culture européenne en tant que fondement de la politique. Oui, il nous faut repenser l'Europe et, d'abord valoriser ce fonds commun trop longtemps enfoui. Ce vent de liberté qui s'est levé à l'Est et balaie l'Europe nous y invite. Une chance à saisir, une chance qu'on n'attendait plus, un défi à relever de toute urgence.

**Allocution de Monsieur le Conseiller d'Etat
Jean-François Leuba,
Président du Conseil d'Etat du Canton de Vaud**

Monsieur le Président de la Conférence et Directeur général de l'UNESCO,

Monsieur le Président de la Confédération suisse,

Monsieur le Syndic de Lausanne,

Monsieur le Président du Centre Européen de la Culture,

Mesdames et Messieurs,

Il y aura 40 ans demain jour pour jour que s'ouvrait à Lausanne la première Conférence européenne de la culture dont l'inspirateur (et jamais ce mot n'aura été autant à sa place) a été Denis de Rougemont.

C'est dire toute l'émotion que peut ressentir le président actuel du Gouvernement vaudois, 40 ans après son illustre prédécesseur, M. Paul Chaudet, de saluer ici les Européens de 1989, revenus sur les pas de leurs prédécesseurs de 1949, qui entendent rappeler le rôle fédérateur de la culture européenne dans le monde d'aujourd'hui.

En décembre 1949, dans une Europe épuisée et ruinée par la guerre, notre canton avait l'honneur d'accueillir la première Conférence Européenne de la Culture. Dès avant la fin du deuxième conflit mondial en effet, des esprits clairvoyants avaient formé le dessein de travailler à la construction d'une Europe conçue comme un ensemble politique, uni dans sa diversité, où des catastrophes pareilles à celle de 1939/45 ne pourraient plus se reproduire. Dans ce contexte, un homme comme Denis de Rougemont estimait cependant que tous les efforts entrepris pour sauver l'Europe resteraient stériles si l'Europe elle-même ne montrait pas la volonté de vivre, de guérir. Il fallait de toute urgence pour cela réveiller la conscience européenne et le sentiment de l'appartenance des Européens à une civilisation commune qui conférerait un sens à leur destinée et qui était susceptible de fonder pour eux un nouvel avenir.

En ce mois de décembre 1949, les organisateurs de la Conférence voulaient réunir à Lausanne les intellectuels et les artistes d'Europe occidentale pour témoigner de la survie de la civilisation européenne et pour susciter des échanges culturels qui apporteraient au vieux continent abattu et exsangue une conscience renouvelée de son unité et de sa valeur.

Lausanne avait pavaisé pour accueillir les membres de la Conférence; le président du Gouvernement vaudois leur avait souhaité la bienvenue et la Confédération mettait à leur disposition pour la durée de leurs travaux le Palais du Tribunal fédéral de Mon-Repos.

Les journaux de l'époque nous révèlent que la Conférence préparée par Denis de Rougemont s'ouvrait dans un climat d'une intensité dramatique extraordinaire. Dans son numéro du 8 décembre 1949, la Gazette de Lau-

sanne publiait en effet une lettre ouverte de Virgil Gheorghiu à Denis de Rougemont. L'auteur roumain, dont le roman «La 25ème heure» avait paru cette année-là chez Plon avec le succès que l'on sait, expliquait à son hôte, dans un texte poignant, pourquoi il hésitait à se rendre à Lausanne puisque, de toute façon, il était trop tard pour espérer fédérer l'Europe, cette Europe qui n'existait plus. A ses yeux, elle était comprimée entre deux blocs rivaux aussi foncièrement inhumains l'un que l'autre; elle n'était plus qu'une simple zone d'influence tactique et comme telle n'avait plus rien à dire, plus rien à défendre et plus rien à espérer.

Pour Gheorghiu, il ne restait plus aux Européens qu'à cultiver la beauté des illusions et si c'était cela le but de la Conférence, à la bonne heure; il était prêt à mettre sa foi dans une illusion car c'était là une attitude foncièrement et typiquement européenne! Mais, ajoutait-il, il faut faire vite car ni les Soviétiques ni les Américains ne nous permettront de jouer longtemps avec nos illusions, si belles soient elles.

Devant cette expression passionnée d'un désespoir que partageait à l'époque un grand nombre d'Européens, Denis de Rougemont répondit sur le thème «L'Europe est encore un espoir». Se fondant sur des éléments objectifs et mesurables comme les effectifs comparés des populations du vieux continent ou l'effort de redressement de l'industrie européenne ou encore l'intérêt de l'Amérique à voir se créer une Europe autonome, il s'appliqua non à contredire son interlocuteur, mais à dédramatiser le tableau affreux que ce dernier avait brossé. Il tenta aussi avec éloquence de la mettre en garde contre l'illusion fascinante et destructrice de la désillusion.

Les paroles sobres et fraternelles de Rougemont ne pouvaient certainement pas guérir l'âme blessée de Gheorghiu mais elles donnent le ton de la première Conférence Européenne de la Culture et, à quarante années de distance, elles n'ont rien perdu de leur grave sagesse. L'espoir qu'elles exprimaient à l'époque était certes fragile mais Rougemont n'avait-il pas raison puisque, en dépit des déviations, des avatars, des crises qui ont affecté l'idée même de construction de l'Europe, celle-ci a fini par prendre corps et que l'on peut raisonnablement envisager maintenant qu'elle finira par se réaliser d'une manière ou d'une autre.

Ce qu'il fallait, ce qu'il faut encore, c'est du temps et, contrairement à ce que croyait Gheorghiu, il ne nous a pas été trop chichement compté. Les idées ont pu faire leur chemin dans les esprits et imprégner peu à peu les mentalités.

J'ai tenté, en guise de salutations, d'évoquer pour vous l'atmosphère dans laquelle s'est ouverte la première Conférence; lorsque M. le Professeur Freymond a souhaité, il y a de nombreux mois déjà, réunir à Lausanne la Conférence Européenne de la Culture pour célébrer le 40e anniversaire de la première Conférence, il n'imaginait sans doute pas, et aucun d'entre nous non plus d'ailleurs, que cette réunion se tiendrait ici alors que des événements dramatiques mais extraordinaires et enthousiasmants secouent l'Est de notre continent.

Sans doute, devons-nous espérer que nous ne soyons qu'au début d'un phénomène inconcevable hier encore; sans doute, des motifs d'ordre écono-

mique sont-ils fondamentalement à l'origine des bouleversements auxquels nous assistons. Mais ce qui est le plus extraordinaire et aussi le plus émouvant, c'est que, dans une Europe partagée et dont la structure paraissait figée depuis au moins 40 ans, le désir de liberté a soulevé, par sa dynamique propre, une chape pesante de contraintes, de résignations et de désespoirs, et sans intervention des armes et de la force.

Sans intervention de la force, ce n'est, il est vrai pas tout à fait exact, puisqu'à côté des nécessités économiques évidentes, c'est la force de l'esprit, je dirais de l'esprit européen qui a renversé le mur de Berlin, abattu le rideau de fer et permis aux Européens divisés de recommencer à dialoguer en parlant, sinon exactement la même langue, du moins un langage dans lequel les termes ont le même sens.

Aucune autre période n'aurait pu être mieux choisie pour tenir vos assises. C'est dire avec quelle émotion, une émotion mêlée de craintes, car les régressions sont toujours possibles, mais aussi d'un fol espoir de voir tous les Européens mettre en commun leur patrimoine culturel et de liberté, nous tendons la main à tous ceux qui ne nous ont jamais paru être autant qu'aujourd'hui des frères. Les mouvements politiques dramatiques auxquels nous assistons actuellement devront trouver ici des échos et des réponses. Une conférence comme la vôtre est là pour préparer le terrain et nous vous souhaitons de tout coeur d'y réussir.

Je vous remercie.

**Allocution de Monsieur Paul-René Martin,
Syndic de la Ville de Lausanne
et Conseiller national**

Lausanne-Bâle et retour. Titre de transport valable 40 ans. Tel pourrait être l'intitulé du billet de chemin de fer délivré à la Conférence Européenne de la Culture. Décembre 1949 à Lausanne, première conférence. Septembre 1964 à Bâle, deuxième conférence. Lausanne 1989, retour à Lausanne pour la troisième conférence.

La Ville de Lausanne est heureuse et flattée de ce retour en ses murs. Sa Municipalité, par ma voix, vous adresse son plus cordial salut et vous souhaite un agréable séjour entre lac et collines. Dans le cahier trimestriel du Centre Européen de la Culture paru l'été dernier, on lit sous la plume de François Saint-Ouen: «La Conférence de Lausanne de 1949 mérite assurément mieux qu'un rappel ému et nostalgique». Nous partageons cet avis, dans la mesure où les travaux de cette réunion ont amené la constitution de trois institutions extrêmement solides: le Centre Européen de la Culture, le Collège d'Europe de Bruges et le CERN. Voilà le passé, l'histoire, les éléments sans lesquels rien ne serait. Mais, rien ne demeure, si de la richesse du passé et du présent, on ne construit l'avenir dans une nouvelle réflexion. Si l'on veut que continue à souffler l'esprit de Lausanne, il convient donc de se tourner résolument vers l'avenir. L'objectif du grand débat Europe-Monde de Lisbonne l'an prochain s'insère parfaitement dans cette vision engagée vers le futur. Il s'agit aujourd'hui de dresser une sorte de bilan culturel européen, si tant est que l'on puisse parler ainsi, et de tenter d'imaginer ce qu'il sera dans la confrontation de demain, avec les autres grands courants culturels du monde. L'évolution politique des pays de l'Est suscite également de nouvelles réflexions et nous forcera à analyser la situation sous un angle plus large que strictement occidental.

Lors du discours qu'il a prononcé le 12 décembre 1949, à l'occasion de la séance inaugurale de la Conférence Européenne de la Culture, le maître Ernest Ansermet, l'un des plus prestigieux chefs d'orchestre qu'ait connu notre pays, a eu cette formule significative: «Une culture n'est pas dirigée vers le passé, mais vers l'avenir». La culture est création continue, et qui parle culture doit avoir l'évolution comme fil de conduite de sa pensée. Il n'est pas possible d'enfermer une culture dans une formule simple. Une culture est ouverte vers un horizon qui échappe à toute définition étroite «parce qu'elle est le produit d'une impulsion spirituelle toujours, pour ainsi dire, à l'état naissant», selon une autre expression d'Ernest Ansermet. Je crois que la culture procède d'une sorte de dialogue de l'être ou de la société avec sa sensibilité profonde, aboutissant à une expression qui est en fait l'émergence de sa vie intérieure. C'est ce qui fait de la culture quelque chose reliant sans grandes règles l'individu à l'universel.

Dès lors, pas plus qu'il n'existe une culture européenne *stricto sensu*, n'existent non plus de cultures helvétique, vaudoise ou lausannoise. Les expressions culturelles des uns empruntent et donnent aux autres. Il y a communication entre elles, non pas un véritable échange. Je dirai: heureusement. Cependant la communication est d'autant plus fructueuse qu'elle se produit entre milieux qui, si différents soient-ils de goût et de tempérament, agissent dans le même sens, sous la même impulsion spirituelle. C'est en cela que les formes culturelles peuvent être sommairement classées en européennes, américaines, africaines ou asiatiques, occidentales ou orientales, suisses allemandes ou suisses françaises, genevoises, vaudoises ou valaisannes. La vie culturelle n'est pas la même à Genève, Zürich ou Lausanne.

Notre pays, par sa diversité linguistique et socio-culturelle, est un bon exemple, je crois, de l'approche européenne de la culture. Les autorités elles aussi pratiquent une politique culturelle souvent différente (j'entends par là le choix des appuis accordés par les pouvoirs publics). Cet appui est indispensable. Dans tous les temps et toutes les civilisations les pouvoirs publics se sont impliqués dans la vie culturelle sentant bien, de façon désintéressée ou non, qu'il s'agissait d'un élément fondamental de la vie en société.

La culture est, comme se plaisait à le dire le Président de la Confédération M. Jean-Pascal Delamuraz, lorsqu'il était syndic de Lausanne, un «service public». Elle est aussi indispensable que les autres services gérés par l'édilité. Plus même, car n'est-elle pas l'inspiratrice des autres activités de la collectivité, sans que l'apport ne puisse en être d'ailleurs mesuré? Toutes les autorités ont pris conscience de l'importance du phénomène culturel comme moyen pour chacun de s'inclure avec ses proches dans une perspective commune. Et puis, comment les pouvoirs publics ne seraient-ils pas partie prenante de cette culture faite de mémoire inscrite en livres et en pierres, celle qui est faite d'esprit de collectionneur, de sauvegarde, de conservation, d'observation et d'étude. Approche fondamentalement utile, passionnante pour ceux qui y sacrifient, mais sans effets rassembleurs et grandes émotions partagées. Comment l'édilité ne se sentirait-elle pas concernée par cette culture vivante d'aujourd'hui, faite de théâtre, de cinéma, de musées animés, de danse, de beaux-arts, d'architecture, de folklore... mais aussi de cette sensibilité de tous les jours qui ne se laisse pas enfermer dans des concepts étroits et consacrés.

Mais alors, l'Europe et la culture? Denis de Rougemont a prononcé un exposé à Lausanne le 3 mars 1962. Il y a dit notamment ceci: «L'Europe est la seule véritable unité culturelle, organique et complète, à laquelle nous pouvons nous rattacher directement... La culture européenne ne sera jamais une addition de cultures nationales. Elle est l'oeuvre de tous les Européens qui ont pensé et créé depuis 28 siècles, indépendamment des nations qui divisent l'Europe». Et cela sous-tend aussi l'activité culturelle que Lausanne et ses autorités soutiennent. Je ne les citerai pas. Beaucoup d'entre eux nous font honneur ici ou à l'étranger. Ce sont eux qui créent le courant, ce courant qui s'amplifie des apports d'artistes majeurs venus d'ailleurs et qui ont su s'incorporer à notre vie culturelle profonde. Lausanne a en effet le privilège d'accueillir de prestigieux artistes étrangers. Maurice Béjart est venu s'instal-

ler avec son ballet ici. Renée Auphan a quitté les scènes de France pour prendre la direction de l'Opéra de Lausanne, Matthias Langhoff nous est venu d'Allemagne pour présider aux destinées de notre théâtre de Vidy. Jesus Lopez-Cobos reprendra sous peu la direction artistique de l'Orchestre de Chambre de Lausanne. Lausanne joue, vous le constatez, une carte culturelle éminemment européenne. Dans «Besoin de grandeur», notre grand écrivain Charles-Ferdinand Ramuz parle avec éloquence de l'accès à l'universel à partir du local. Oui, l'art doit savoir parler la langue de l'universel, même s'il le fait avec un accent local.

Cette réflexion vaut particulièrement pour notre approche lausannoise de la culture européenne ou, mieux, occidentale. Elle vaut également pour l'approche européenne de la culture mondiale, objet des travaux de la prochaine conférence de Lisbonne. Une autre réflexion me vient à l'esprit à partir de l'expérience lausannoise. Si notre ville offre au reste du canton de Vaud une palette très riche de manifestations culturelles et d'occasions de rencontres, nous voyons les autres localités vaudoises rivaliser d'imagination pour offrir, elles aussi, des spectacles et des expositions à leur public propre. Tout cela est significatif d'enrichissement culturel. Cet exemple doit être projeté sur l'univers pour bien faire sentir la nécessité de l'acte culturel dans toutes les nations et sociétés. L'occident est sorti du paupérisme et peut désormais se consacrer à l'expression culturelle. D'autres pays et contrées sont en revanche encore en lutte contre le paupérisme. Pour eux, le principe *primum vivere, deinde philosophari* est de rigueur. N'empêche que même en quête d'un accroissement de leur situation matérielle, les populations de ces pays en imposent par la richesse de leur vie spirituelle et culturelle résumée à leurs formes les plus simples et les plus authentiques. Elles expriment à leur manière le «Besoin de grandeur» de Ramuz.

Alors quel plus bel ennoblissement de notre civilisation pourrions-nous imaginer que l'épanouissement dans une vie culturelle intense? Oui, comment mieux consolider notre civilisation parvenue à la richesse matérielle, qu'en lui donnant une dimension nouvelle faite de richesse culturelle: consolider l'utile par le beau.

Mesdames et Messieurs,

Je termine en vous réitérant le salut chaleureux des Lausannois et de leurs autorités; je vous souhaite un excellent séjour à Lausanne et j'espère que vous aurez plaisir à vivre quelques heures de notre vie culturelle.

**Allocution de Monsieur Federico Mayor,
Directeur général de l'UNESCO,
Président de la Conférence Européenne de la Culture**

Messieurs les Présidents,

Mesdames, Messieurs,

C'est une joie et un privilège pour moi de prendre la parole à l'ouverture de la troisième Conférence Européenne de la Culture, organisée, quarante ans après la première, par le Centre Européen de la Culture, et dont vous m'avez fait l'honneur de me confier la présidence.

Dans une conférence de presse restée célèbre, le général de Gaulle s'était gaussé de l'agitation de ceux qui brassaient de l'air en s'écriant «L'Europe, l'Europe, l'Europe», sans qu'il en résulte aucun progrès conceptuel ni concret. C'était un grand moment impromptu, comme il en avait le secret.

Aujourd'hui, l'Europe entière bruit de l'immense grondement des crues du changement. L'Europe des Douze se concerte devant le nuage d'interrogations que lève sur l'édifice en construction cet élan des peuples. Les réponses ne sont certes pas simples et aucun scénario n'est à exclure. Dans cette incertitude scintillant d'espoirs, une chose est sûre: avec l'aspiration à plus de liberté, c'est l'unité d'une culture qui s'affirme, par delà les systèmes économiques et sociaux. Quel meilleur moment pouviez-vous choisir pour dresser l'état des lieux de la culture en Europe et réfléchir aux moyens de développer le dialogue des peuples qui la composent?

Le dialogue des cultures, magnifique expression inventée par votre fondateur, Denis de Rougemont, est inscrit implicitement, à l'échelle du monde, dans l'Acte constitutif de l'Unesco. Je ne puis donc qu'être très sensible à la similitude de nos préoccupations et, dirai-je, de notre éthique, comme vous l'y avez été en m'invitant à présenter devant vous les grandes orientations de l'action de l'Unesco dans le domaine de la culture en cette fin de XXe siècle.

Je voudrais tout d'abord rendre hommage à vos pères fondateurs: Robert Schuman, créateur en 1954 de la Fondation Européenne de la Culture, et Denis de Rougemont, premier Directeur du Centre Européen de la Culture, mais aussi penseur admirable et inventeur de cette «Europe des Ames» dont les activités du Centre n'ont cessé de chercher à définir les voies, sous son impulsion jusqu'en 1985, puis sous la conduite éclairée du Président Jacques Freymond.

Les activités de la Fondation, comme celles du Centre, qui se sont développées en coopération avec le Conseil de l'Europe et la Commission des Communautés européennes, présentent tant de convergences avec celles de l'Unesco, qu'il me paraît évident que la coopération entre vos organisations et la nôtre, déjà très heureusement commencée, se renforcera largement à l'avenir.

L'Europe des années 1990 sera en effet le lieu de transformations profondes et qui peuvent paraître contradictoires, mais qui correspondent à des exigences d'une importance égale. D'une part, l'Europe s'oriente vers la découverte — ou plutôt la redécouverte — d'un espace culturel commun, d'où peut surgir une expression culturelle nouvelle, riche de ses diversités internes, mais aussi capable d'affirmer une personnalité forte et originale face à certains puissants courants d'uniformisation culturelle.

D'autre part, dans le temps même où tendent à s'effacer des clivages politiques nés de l'immédiat après-guerre et où les Européens retrouvent les chemins d'une unité perdue, on voit renaître les cultures régionales, locales, celles des minorités, et grandir des cultures différentes: celles des millions d'immigrés venus des pays du Sud donner leur force de travail aux pays industrialisés, avec les conséquences culturelles qui s'ensuivent pour les populations ainsi déplacées comme pour celles des pays d'accueil. L'Europe de demain devra inventer de nouvelles attitudes, de nouvelles formes de convivialité, pour manifester au quotidien qu'elle reconnaît l'égale dignité de toutes les cultures.

Face à cette évolution, la double mission de l'Unesco dans le domaine de la culture, telle que la définit son Acte constitutif, prend tout son sens: «Resserrer par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations», et en même temps «assurer aux Etats membres l'indépendance, l'intégrité et la féconde diversité de leurs cultures».

Resserrer la collaboration entre nations: nous pouvons à cet égard évoquer la «maison commune» de Mikhaïl Gorbatchev, pionnier de cette idée d'une Europe unique, par delà les coupures et les conflits qui l'ont marquée jusqu'à la période la plus récente, et dont le ciment est bien la coopération culturelle. Nous ne faisons du reste ici que retrouver le cours normal de l'histoire de l'Europe. Toute la culture européenne, dans son développement historique, est en effet tissée de ces liens entre Europe occidentale, centrale et orientale. Le répertoire du ballet classique, fidèlement préservé aujourd'hui encore à l'Opéra de Leningrad, fut fixé d'abord par un Marseillais; Liszt, ce grand Européen avant la lettre, inventa les nouvelles harmonies de la musique de son siècle dans tous les pays; les musiciens du Groupe des Cinq marquèrent profondément Debussy, Ravel, Dukas, par exemple; Chopin apporta à Paris toute la Pologne musicale; Ibsen, Synge et O'Casey, d'une part, Pirandello et Garcia Lorca, d'autre part, bouleversèrent les formes du théâtre européen; Maupassant était l'auteur favori de Tourgueniev, cependant que Dostoïevski et Tolstoï devenaient des figures emblématiques pour tous les romanciers européens de l'époque. Comment oublier, par ailleurs, le «triangle d'or» Vienne-Prague-Budapest, où naquirent à la fois la musique, la littérature, les arts plastiques du XXe siècle, et cette révolution copernicienne de la pensée que représente la psychanalyse? Le dialogue des cultures se développa alors à son niveau le plus élevé. Il faudra sans doute un jour en inclure l'étude dans l'histoire des relations interculturelles en Europe. N'y a-t-il pas là, en effet, un exemple à méditer de communication culturelle à l'échelle du continent, même si elle se fit en dehors de tout cadre institutionnel?

Mais, revenant plus directement à mon propos, je voudrais rappeler maintenant que, cette coopération culturelle pan-européenne, l'Unesco l'a toujours pratiquée. Pour l'Unesco en effet, pendant toute la période où l'Europe était constituée de deux mondes qui se craignaient et se méconnaissaient, il n'y a toujours eu qu'une seule Europe. Pendant des années, l'Unesco aura été le seul lieu de rencontre entre Europe de l'Est et Europe de l'Ouest, le seul organisme dont l'action se soit étendue à tous les Etats de la région dans le domaine de la culture.

Si, sur la base de la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale, adoptée en 1966 par la Conférence générale, et du point de vue universel qui est le sien, l'Organisation a toujours coopéré avec l'ensemble de ses Etats membres, en attachant une importance particulière aux besoins pressants des pays en développement, elle a aussi toujours accordé une attention soutenue à la promotion de la coopération culturelle européenne. Cela tient à l'importance intrinsèque de celle-ci, au fait que, pour des raisons historiques, l'Europe culturelle n'a cessé d'influer sur les facteurs de paix et de développement dans une grande partie du monde, et à l'ouverture de l'Europe sur le reste du monde, indispensable si l'on entend donner une ampleur et une signification nouvelles à la coopération internationale - cette perspective justifie d'ailleurs la convocation l'an prochain à Lisbonne de la Conférence Europe-Monde, à laquelle l'Unesco tient à s'associer.

Dès les années 1950, l'Unesco a été l'initiatrice de rencontres et de programmes de coopération régionale qui concernaient tous les Etats membres européens. Parmi les diverses conférences intergouvernementales qu'elle a organisées sur l'éducation, la science, et la culture, celle d'Helsinki en 1972, consacrée aux politiques culturelles en Europe, a fait date. Elle continue à servir de référence lors des consultations européennes et a donné naissance à une série d'activités conjointes menées à l'initiative des Etats de la Région. Je citerai, à titre d'exemples, le programme européen d'études en commun sur les problèmes du développement culturel, la réunion sur le développement des politiques culturelles en Europe, qui a représenté l'un des travaux majeurs entrant dans la préparation de la Conférence mondiale de Mexico, les travaux sur la préservation et l'épanouissement des valeurs culturelles.

Mais la Conférence d'Helsinki sur les politiques culturelles a eu des prolongements plus profonds: elle est apparue comme une sorte de prélude à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à l'occasion de laquelle, lors des différentes sessions d'Helsinki, Belgrade, Madrid et Vienne, l'Organisation a présenté les activités réalisées dans ses domaines de compétence en faveur de la coopération européenne.

Ce programme, adopté à Madrid en 1980 par les Etats ayant participé à la Conférence d'Helsinki, concerne tous les domaines de compétence de l'Unesco. S'agissant de la culture, il porte notamment sur les politiques culturelles, la participation à la vie culturelle, la sauvegarde et la mise en valeur des biens culturels, monuments et sites historiques, les études de cultures, les littératures européennes et un projet de banque européenne de données culturelles.

Au-delà de ces activités, j'aimerais vous citer quelques exemples de projets culturels auxquels l'Unesco s'attache à présent et qu'elle va amplifier dans les années à venir. Cette année a eu lieu la première consultation internationale d'organismes de recherche et de coopération sur le développement culturel, organisée avec le Conseil de l'Europe. Cette année aussi a été créé un cycle européen de formation de gestionnaires de projets culturels originaires de toute l'Europe, ainsi qu'une rencontre Est-Ouest de chercheurs sur le développement culturel.

Ce rapprochement va connaître de nouveaux développements en 1990-91, avec le renforcement de réseaux de recherche et d'échange d'informations culturelles, notamment en Europe, et de la coopération entre centres culturels européens, où l'Unesco agira avec le Conseil de l'Europe, la Commission des Communautés européennes et, vous le savez déjà, la Fondation Européenne de la Culture, la coopération avec le Conseil de l'Europe en matière d'évaluation des politiques culturelles sera également appelée à s'amplifier. Enfin, les études en commun, nées de la Conférence d'Helsinki et qui ont donné des résultats fructueux dans les pays européens, seront poursuivies.

Par ailleurs, un projet visant à renforcer la fonction de l'Unesco comme centre d'échange d'informations dans tous ses domaines de compétence doit démarrer très rapidement, en coopération avec le Conseil de l'Europe et le Canada, et se concentrera dans une première phase sur la culture.

En matière de sauvegarde et de renaissance du patrimoine culturel, vous connaissez sans doute aussi le projet «Itinéraires culturels européens», que l'Unesco soutiendra en coopération avec le Conseil de l'Europe et la Fondation Européenne de la Culture. Enfin, les grands projets «Routes de la soie» et «Célébration de la rencontre de deux mondes», s'ils ont naturellement une dimension mondiale, ont une face européenne évidente, dès lors qu'on les envisage dans une perspective vraiment interculturelle, c'est-à-dire où l'Europe n'incarne pas seulement un modèle culturel dominant, mais le produit complexe de ses courants internes et des influences de toutes origines qui l'ont marquée dès l'aube de son histoire et jusqu'à la période la plus récente.

Mesdames, Messieurs,

J'ai voulu vous entretenir en premier lieu des convergences culturelles que l'on constate dans l'Europe d'aujourd'hui et de l'action que l'Unesco a menée et mènera de plus en plus pour soutenir et renforcer ces convergences. Mais je ne décrirais qu'une partie de la situation si je ne mentionnais l'existence - la nécessaire existence - des diversités, qui font précisément la richesse de l'Europe et entretiennent entre ses peuples des flux, des échanges qui font la vie même des cultures.

Je l'ai dit tout à l'heure, la mission de l'Unesco dans le domaine de la culture comporte aussi une seconde exigence: «assurer aux Etats membres l'indépendance, l'intégrité et la féconde diversité de leurs cultures». Dès lors que de nombreuses communautés humaines demeurent encore dans l'impossibilité relative d'affirmer leur culture propre, ou voient celle-ci fragilisée, voire menacée d'extinction par l'afflux de produits et de messages culturels stéréo-

typés, l'Organisation se doit de les aider à préserver ou à renforcer leur spécificité culturelle.

Bien des malentendus se sont développés à une certaine époque autour de la notion d'identité culturelle et des problèmes qu'elle pose. On a écrit brillamment, mais pas toujours avec justesse, sur ce sujet. Je voudrais, si vous me le permettez, rappeler à cet égard deux vérités simples. La première, c'est que toute communauté humaine se reconnaît à travers sa culture, c'est-à-dire, d'une part, son patrimoine, son histoire, ses valeurs propres, et d'autre part, les oeuvres qui l'expriment et tout ce qu'elle est susceptible de produire, son génie créateur en somme, dans tous les domaines de la pensée et de l'action. La seconde vérité, étroitement liée à la première, c'est que chaque culture, si elle est en mesure de se transformer en demeurant fidèle à elle-même, peut s'ouvrir aux autres, qui viendront l'enrichir sans qu'elle y perde son originalité. Dès lors, la mission de l'Unesco apparaît clairement. Il s'agit, d'une part, de soutenir toutes les initiatives visant à permettre aux communautés humaines de sauvegarder leurs racines et la spécificité de leur culture, d'autre part, de favoriser l'expression dynamique et créatrice de ces cultures en même temps que la recherche d'un développement vraiment culturel.

Ainsi, l'Unesco ne s'intéresse pas seulement au passé des cultures. Elle accorde aussi son soutien à la création vivante, surtout sous forme d'action promotionnelle. Dès l'origine, elle a accordé une attention particulière aux artistes et écrivains du monde entier. Mais, la notion de liberté étant organiquement liée à celle de création, l'Unesco agit avant tout dans ce domaine à travers des organisations non gouvernementales représentatives des écrivains et artistes dans toutes les disciplines. C'est aussi dans cet esprit qu'a été établie dans le cadre de l'Unesco une sorte de déontologie de la condition de l'artiste où se combinent liberté et responsabilité: c'est la Recommandation de Belgrade, adoptée en 1980.

C'est de la même vision dynamique et créatrice de la culture que procède l'action de l'Unesco en matière de développement culturel, notion qui correspond à un double constat: la stimulation de la vie culturelle fait partie de l'action en faveur du développement; le développement a une dimension culturelle, au sens le plus large du terme.

L'importance des défis de tous ordres qui se présentent à l'horizon du XXI^e siècle et la prise de conscience de la primauté du culturel ont conduit la communauté internationale à considérer comme une nécessité l'élaboration de réponses culturelles à ces défis, dans le cadre d'une Décennie mondiale du développement culturel, dont vous avez déjà entendu parler. Le programme de la Décennie représente à la fois une «relecture» et une extension des principaux objectifs du programme de l'Unesco en matière de développement culturel.

Née de la Conférence mondiale de Mexico sur les politiques culturelles, que j'ai déjà évoquée, la Décennie répond à une double préoccupation: renforcer la prise en considération de la dimension culturelle dans les processus de développement, et stimuler les aptitudes créatrices et la vie culturelle dans son ensemble.

Si la culture est un élément fondamental de la vie de chaque individu et de chaque communauté, le développement, dont l'homme est la finalité, possède donc une dimension culturelle essentielle. Aussi convient-il de promouvoir des politiques, des stratégies et des programmes de développement qui tiennent compte de la dimension et des finalités culturelles dans toute transformation économique et sociale.

Il s'agit d'encourager la définition ou le renforcement par les Etats membres de politiques culturelles et de mobiliser les moyens de leur mise en oeuvre: sauvegarde et mise en valeur du patrimoine, préservation des valeurs culturelles, stimulation de l'accès et de la participation à la vie culturelle, épanouissement de la création et de la créativité, renforcement des échanges culturels.

Mais, nul ne l'ignore désormais, le champ culturel est celui où s'opèrent actuellement les mutations les plus rapides et les plus profondes, du fait du développement foudroyant des communications de masse, et plus généralement des industries culturelles depuis une vingtaine d'années. C'est ce qui conduit l'Unesco, d'une part, à mener une politique active en matière de développement du livre et de la lecture, d'autre part, à prendre en considération les autres formes d'industries culturelles, sonores ou audiovisuelles. c'est ici en effet que se jouent des chances réelles d'enrichissement du dialogue des cultures sur la base du maintien et du renforcement de la diversité des expressions culturelles.

Certes, l'action entreprise dans ce domaine par l'Unesco est modeste, compte tenu des grands enjeux économiques en jeu dans ce domaine au plan international. Il n'en reste pas moins qu'elle peut jouer un rôle de catalyseur de la réflexion et des énergies pour favoriser la création ou le renforcement de moyens de production et de distribution de biens culturels diversifiés, de manière à passer du constat de la pluralité des cultures à la reconnaissance de l'enrichissement mutuel qui peut en résulter. Ici encore, le poids actuel et le renforcement possible des industries culturelles en Europe ne manqueront certainement pas de retenir l'attention de votre Conférence, tout comme elle se traduira dans les programmes de l'Unesco pour les années à venir.

Telles sont, Mesdames, Messieurs, les grandes orientations de l'action que mène l'Unesco pour favoriser le dialogue des cultures et la coopération culturelle, tout en maintenant la riche diversité des expressions culturelles, notamment dans le cadre de l'Europe nouvelle. Permettez-moi encore quelques mots sur deux grands sujets qui vous préoccupent.

D'abord sur le projet de bilan culturel de l'Europe. Il me paraît hautement profitable que les Européens, se retournant sur le chemin parcouru depuis quarante ans, évaluent les résultats de l'action menée, notamment par les pouvoirs publics, reconnaissent les difficultés rencontrées et, s'interrogeant sur la construction politique de l'Europe, définissent les grandes orientations de son avenir culturel, à la lumière des mutations en cours.

En effet, les pratiques culturelles changent, les acteurs de la vie culturelle ne sont plus les mêmes, les rapports entre les pouvoirs publics et la société civile se modifient dans tous les domaines, y compris et peut-être surtout dans le champ culturel, dont les contours eux-mêmes se transforment. Il paraît donc

de la plus haute importance que des ministres de la culture réfléchissent sur leur action et sur ce qu'elle pourrait être dans l'avenir. Si un certain type de politique culturelle est peut-être dépassé, il faut désormais inventer - mais en dialogue constant avec les populations et en concertation avec tous les partenaires du développement culturel - les stratégies culturelles du XXI^e siècle et des stratégies du développement dont la prise en compte de la réalité culturelle garantisse les aboutissements humains.

Quant aux rapports culturels entre l'Europe et le reste du monde, ils se résument en une question: quels sont les projets dont l'Europe saura se saisir pour établir des rapports justes et confiants avec les grandes cultures des autres régions, porteuses de nouvelles structures politiques? Cette question, qui est au coeur des préoccupations actuelles de l'Unesco et qui, en un sens, fonde sa mission vis-à-vis de la communauté internationale, vous la faites vôtre. Et je ne puis que m'en réjouir. L'Unesco, présente ici aujourd'hui pour cette Conférence européenne, sera avec vous l'an prochain à Lisbonne pour la relance du dialogue de l'Europe culturelle avec toute les cultures du monde.

Mesdames, Messieurs,

Ces deux temps forts de vos analyses correspondent à des axes fondamentaux de la pensée européenne, ceux qu'ont exprimé Jean Monnet quand il constate: «Si c'était à refaire, je bâtirais l'Europe sur la culture», et Denis de Rougemont quand il affirme: «Nous n'entendons pas substituer aux nationalismes locaux une sorte de nationalisme européen. L'Europe s'est, de tout temps, ouverte au monde entier».

Je suis convaincu, chers amis, que d'ici quelques années on pourra dire qu'à la fin du XX^e siècle, à l'aube du troisième millénaire, les confrontations armées pouvant être totales et n'ayant donc plus de sens, la civilisation belliqueuse, la culture de la guerre s'est éteinte et l'ère de la culture de la paix est née. L'Europe dans son ensemble, creuset de cultures, ayant retrouvé la liberté, a su jouer, à ce moment, par la force de sa diversité créatrice, le rôle de renouveau d'approches et de partage solidaire qu'on pouvait attendre d'elle. Et on a commencé à écrire une nouvelle page, un tournant de l'histoire de l'humanité.

MESSAGES

**Message du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
à la Conférence Européenne de la Culture**

Lorsqu'ils adoptèrent, début mai 1948, la résolution de leur Commission culturelle couronnant - avec les résolutions politiques et économiques -, le Congrès de La Haye, les participants ne se doutèrent pas à quel point ses considérants seraient d'actualité en cette fin 1989.

La référence à la communauté de patrimoine qui réunit les cultures européennes au-delà de leurs diversités, la réaffirmation de l'attachement collectif à la liberté d'expression et de circulation, restent pour nous Européens, des points de repère essentiels.

Comment ne pas se réjouir profondément aujourd'hui, quelques semaines après l'adhésion de la Pologne et de la Hongrie à notre Convention culturelle, de pouvoir constater combien l'horizon s'est dégagé.

L'Europe de la Culture, l'Europe de ses cultures, retrouve, aujourd'hui, l'éclairage privilégié que lui ont donné en 1948, les pères de la construction européenne.

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe nous a encouragés dans cette voie, en faisant de la prise de conscience et de la mise en valeur de l'identité culturelle européenne, l'un des trois points de l'action de l'Organisation, dans les années à venir.

C'est donc avec un optimisme à la fois enthousiaste et réaliste, que je souhaite un grand succès à cette troisième Conférence européenne de la Culture de Lausanne. En orientant les travaux vers le futur, plus que sur une simple commémoration, les organisateurs de cette rencontre se sont résolument mis dans la perspective des grands fondateurs, parmi lesquels Denis de Rougemont doit être ici tout particulièrement mentionné.

Les défis nouveaux, dont certains inattendus et dont la concrétisation est plus rapide que prévue, appellent une mobilisation des énergies et une coopération plus étroites entre tous ceux qui veulent construire l'Europe.

Les hommes et les femmes de culture sont là, face à une exigence renouvelée d'action et d'audace.

Je souhaite que le Conseil de l'Europe, en association avec d'autres institutions culturelles, dont en particulier le Centre Européen de la Culture, puisse entendre vos propositions et vous aider à les mettre en oeuvre. Vous trouverez toujours en moi une alliée convaincue.

Catherine Lalumière

Message du Premier Ministre de Grande-Bretagne

Your 40th anniversary could not come at a better time, when European history is taking a momentous turn, perhaps the most significant since the first Conference in 1949 - with the countries of Eastern Europe beginning to regain their freedom. These great events are a challenge, a welcome one, to our ingenuity as we work out how best to help the emerging democracies fashion new institutions and establish relationships with the existing democratic institutions of Europe - the Council of Europe, OECD, and the European Community. I wish you every success.

Margaret Thatcher

Message du Président de la République du Portugal

A l'occasion de la commémoration du 40e anniversaire de la première Conférence Européenne de la Culture je tiens à adresser aux organisateurs et aux participants de la conférence qui s'ouvre aujourd'hui à Lausanne mes plus vives félicitations pour l'opportunité de cette importante réunion et mes vœux de succès pour leurs travaux.

A un moment où, dans une Europe si longtemps divisée, commencent à s'écrouler les barrières, toutes les barrières, qui empêchaient le libre échange de cultures et même le contact fraternel entre tous les Européens, il est urgent de repenser le rôle que la culture doit jouer dans l'Europe de l'avenir que nous tous sommes en train de bâtir. Le fait que la Conférence Européenne de la Culture ait pris l'initiative de cet important débat doit être salué, ce que je fais avec le plus grand plaisir.

Mario Soares

Message du Président du Conseil des Ministres de la République italienne

Signor Segretario Generale,

Un'Europa senza cultura sarebbe un'Europa senza vita. A quarant'anni dalla prima Conferenza Europea della Cultura organizzata da Denis de Rougemont, mi sembra particolarmente felice ed opportuna l'iniziativa promossa dal Centre Européen de la Culture in un momento in cui gli avvenimenti di cui siamo tutti spettatori propongono con determinazione, oggi più che mai, il problema della identità culturale europea.

Cultura intesa non soltanto come comune sentire, come comune patrimonio di conoscenze e di ispirazione, ma come indispensabile premessa della costruzione unitaria verso la quale è proteso il nostro operare.

La circostanza che la Conferenza Europea della Cultura si apra lo stesso giorno in cui i Capi di Stato e di Governo si riuniscono a Strasburgo in una sessione assai impegnativa del Consiglio Europeo costituisce ulteriore motivo di riflessione e di stimolo per procedere senza indugio sulla via dell'Unione Europea.

Le sarò grato, Signor Segretario Generale, se vorrà farsi tramite di questi miei sentimenti presso i partecipanti alla Conferenza ai quali mi è gradito far pervenire i più fervidi voti di successo per i lavori che si accingono a compiere.

Giulio Andreotti

**Message du Premier Ministre
de la République française**

Au moment où s'ouvre la Conférence Européenne de la Culture, je voudrais vous faire part de mes vœux les plus chaleureux.

Vos travaux vont se dérouler alors que l'Europe tout entière est prise dans un tourbillon historique qui fait naître, à l'Est comme à l'Ouest, des espoirs immenses mais aussi des questions et des doutes.

Il est un seul domaine sur lequel une certitude est permise: celui de la culture. La totalité de l'Europe, de l'Est comme de l'Ouest, du Nord comme du Sud, a en commun un fonds culturel riche, divers, mais identique. La culture a donc vocation à être le pivot autour duquel tous les Européens se retrouveront par-delà leurs différences.

Encore faut-il y réfléchir et les échanges qu'auront les participants à cette conférence s'inscrivent, ainsi, dans une nécessité historique qui rejoint en même temps les origines de votre action.

Michel Rocard

**Message du Ministre d'Etat
de la République de Hongrie**

Dear Friends celebrating the 40th anniversary of your outstanding institution for european culture, let me express the deepest respect for your activity. Hungarian people are aware of the value of our common cultural heritage and appreciate your efforts to implement the founding ideas of Denis de Rougemont. A unified Europe is our only hope to cope with the challenge of the present history. We, Hungarians, are ready to share this responsibility and in assistance with your institution, we would like to contribute to the preservation and promotion of the european culture with the expression of our most sincere thanks for your achievements. I wish you further success in these efforts. With kindest regards.

Imre Pozsgay

**Message du Ministre des Affaires étrangères de Pologne
adressé au Professeur Jacques Freymond,
Président du Centre Européen de la Culture**

A l'occasion de l'ouverture des débats de la Conférence Européenne de la Culture à Lausanne, je souhaite adresser à tous les participants mes salutations les plus chaleureuses.

Permettez-moi d'exprimer mes meilleurs voeux que cette Conférence marque une étape importante dans l'oeuvre si remarquable du Centre, de rapprochement et de dialogue entre les intellectuels de l'Europe.

En ce moment, particulièrement important pour mon pays ainsi que pour tout notre vieux continent, l'approfondissement des liens culturels qui unissent les peuples européens, doit contribuer plus que jamais à l'accroissement de la coopération entre tous les Européens.

C'est grâce au concours exceptionnel de ces talents, de la compétence et de la bonne volonté de ceux qui contribuent à l'épanouissement de l'oeuvre du Centre Européen de la Culture que s'affirme l'autoconscience culturelle de l'Europe et que son identité progresse.

En qualité de Ministre des affaires étrangères d'un pays européen, qui occupe une place reconnue dans notre univers culturel, je voudrais avancer une remarque personnelle: que l'Europe nouvelle en formation à l'Ouest ne pourrait se passer d'une réflexion sur sa dimension à l'Est. L'Europe a besoin d'unité. Elle découle du fait que nous sommes tous des enfants de l'Europe et que nous héritons tous dans un même degré de ses nobles traditions et de sa riche culture.

Qu'il me soit permis d'exprimer la conviction que vos assises poursuivront ce noble but.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération et mon souvenir toujours fidèle.

Krzysztof Skubiszewski

Message de Monsieur Vaclav Havel

Mesdames et Messieurs,

Avant tout, permettez-moi de saluer votre troisième Conférence Européenne de la Culture et lui souhaiter beaucoup de succès dans les travaux au cours de toute sa durée. Je vais la suivre attentivement en attendant vos résultats parce que je suis persuadé qu'il s'agit d'un événement d'une énorme importance dont les résultats peuvent exercer une grande influence sur le développement des relations entre les nations et les Etats dans l'Europe d'aujourd'hui. L'unification éventuelle de l'Europe dans le futur doit être précédée d'un échange de plus en plus profond des valeurs spirituelles et de leurs fruits qu'on appelle la culture. Cet échange perpétuel est nécessaire parce que l'unification doit se réaliser d'abord et avant tout au niveau spirituel pour pouvoir asseoir les bases convenant à la réalisation de cette unification sur les niveaux économique, moral, civil et, à la fin, aussi politique. C'est pourquoi toutes les activités de ce genre et de cette portée sont, à mon avis, plus qu'importantes parce qu'elles préparent le terrain à la semence dont la moisson sera l'unification future de l'Europe. Une unification du continent où nous vivrons dans une communauté des nations et des Etats qui ont trouvé la façon de collaborer en amitié et en paix réciproques.

**Message du Directeur de l'Agence internationale
de l'énergie atomique (UNESCO), Trieste**

I am delighted that the European Cultural Centre is holding a Conference on European culture in Lausanne. Before the Conference finishes, I would like to send a message of greetings to all the delegates who are present. Regretfully, my health does not permit me to travel, otherwise I would have been with you.

Europe has been at the centre of things and particularly now, when Eastern Europe and Western Europe are coming together, we all look up to Europe for giving us the lead in respect of rights of man as well as Science and Technology. Regarding international cooperation for Science and Technology, we are planning to hold a meeting here in Trieste which will bring together representatives from Europe, both East and West, as well as from the USA and representatives of the South.

This Centre which I have had the pleasure of directing, has over the last 23 years, welcomed of the order of 18,000 physicists from Western Europe and the USA, 6,000 from Eastern Europe and 18,000 from the South. Thus, we are very familiar with the European aspirations so far as Physics is concerned.

I hope we shall have the pleasure of welcoming to Trieste those who are attending your meeting.

With my very best wishes for the success of your meeting.

Abdus Salam

**Message du Président de la Fondation Internationale
prix Balzan**

Etant dans l'impossibilité de prendre part aux travaux de la Conférence Européenne de la Culture, je désire envoyer un message à tous les participants ainsi que mes vœux de parfaite réussite.

De même qu'en 1949, à l'époque de la première Conférence, nous sommes encore une fois à un point crucial de l'histoire d'Europe: à la veille des années 2000, l'Europe peut s'ouvrir à des horizons plus larges et plus lumineux en favorisant un nouveau rayonnement dans le monde de la civilisation et de la culture européenne. Mais elle peut aussi courir le risque de revenir en arrière vers des situations et des tensions qui ont été à l'origine des deux guerres mondiales et de sa division.

La Conférence Européenne de la Culture a lieu au moment où il est encore possible de formuler des réflexions, des indications et des perspectives à ce sujet.

En appliquant le principe du fédéralisme à l'évolution de notre époque, à travers la construction de nouvelles institutions et de nouvelles organisations internationales, il sera certainement possible de reconduire vers l'unité les précieuses diversités des nations, des régions et des ethnies, tout en les sauvegardant.

La communauté européenne déjà existante peut représenter un point de force et de repère pour la construction de la nouvelle Europe de l'an 2000, mais la culture commune de l'Europe doit constituer tout ensemble l'âme et le fondement de la future construction politique.

La recherche et la définition de la commune inspiration européenne des différentes cultures sont une tâche fascinante et déterminante pour la construction d'une Europe pacifique et libre dans ses systèmes politiques et dans ses consciences individuelles.

Cesidio Guazzaroni

Message du Professeur Jiri Hayek

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Permettez-moi de vous saluer et de me réjouir des travaux que vous consacrez au problème de la culture commune européenne. Au moment où l'invitation à cette rencontre m'était parvenue, j'avais pensé plutôt aux aspects théoriques de cette question. A présent, mon pays et mes compatriotes se trouvent engagés dans un processus de régénération des valeurs de la culture politique et sociale européenne. Cette régénération dans tous les secteurs et tous les aspects de la vie de notre société a animé et éveillé l'activité de milliers de ses membres en brisant les chaînes et les obstacles au libre développement. Les participants au processus d'émancipation des réformes économiques et sociales de la démocratisation chez nous et chez nos voisins se rendent compte de leur identité comme participants au réveil de la culture européenne dans une espèce d'explosion de la liberté qui, en même temps, tend à démolir le mur séparant l'Est et l'Ouest de l'Europe. Ils s'identifient aux principes de la démocratie. Ils deviennent conscients de leurs droits de l'homme et du citoyen, de leurs responsabilités dans le réveil de leur nation comme membres de la communauté européenne. Comme ceux qui participent à ce qu'indique la tâche de construire notre maison commune de l'Europe. C'est dans l'esprit de l'atmosphère merveilleuse de ce réveil dominant la conscience et les sentiments de la majorité de mes compatriotes que je me permets de vous saluer et d'exprimer mes vœux les plus sincères pour vos délibérations dont les résultats pourront donner l'inspiration nouvelle à tous les partisans d'une Europe nouvelle, inspiratrice de la liberté et du progrès humain dans la coopération pacifique de toute l'humanité.

Message du Recteur honoraire du Collège d'Europe, Bruges

Comme un des rares survivants de la Conférence de Lausanne (1949), je puis me souvenir clairement du «climat» d'alors.

D'une part, nous nous trouvions en plein élan européen, mais de l'autre, nous venions d'essayer notre premier échec. L'idée fédéraliste apparaissait déjà comme seule capable de répondre aux défis de l'histoire, mais le Conseil de l'Europe, issu du Congrès de La Haye (mai 1948), avait montré les limites de ce qu'il pouvait donner.

Pour le Mouvement européen des Pays-Bas, j'avais écrit alors une brochure au titre significatif «Le Conseil de l'Europe dans l'Impasse?». Le point d'interrogation avait été ajouté pour ne pas décourager nos membres, mais au début j'avais préféré un point d'exclamation...

Déjà, il fallait démontrer que l'union de l'Europe réclamait des structures plus solides que ne l'avaient prévu Britanniques et Scandinaves.

D'autre part, nous étions convaincus que les nouvelles initiatives indispensables, si elles voulaient avoir un effet durable, devaient non seulement avoir un caractère supranational, mais aussi refléter une conscience culturelle transnationale, dans l'esprit des Européens. Certes, nous ne sous-estimions pas l'importance de la pensée juridique dans ce domaine, mais le meilleur statut constitutionnel imaginable resterait sans racines historiques - donc, sans avenir - si les citoyens des pays participants restaient nationalistes. En d'autres termes: le problème institutionnel ne pouvait être résolu sans tenir compte en premier lieu des réalités psychologiques culturelles.

Pour nous, la culture ne consistait pas uniquement en les beaux-arts, la philosophie, la musique et en la littérature - quelle que fût l'importance de ces apports - mais aussi en un style de vie, de valeurs civiques et d'aspirations vers l'avenir. C'est pourquoi la Conférence européenne de la Culture avait un contenu éminemment politique. Il fallait penser «avec les mains» les questions posées et les réponses possibles. Et, comme nous avions, à l'époque quarante ans de moins qu'aujourd'hui, nous nous adressions à notre génération comme à celle qui allait réaliser la tâche esquissée. Déjà, nous avions une certaine expérience de l'action (la guerre avait passé par là), mais nous n'étions pas encore usés par un pouvoir quel qu'il fût. Rougemont était notre porte-drapeau.

Les mois qui suivirent ne nous ont pas déçus. Les Continentaux n'étaient pas disposés à en rester sur le demi-échec de Strasbourg. Jean Monnet avait son idée en tête et il trouva en Robert Schuman l'homme politique qui pouvait la faire sienne. Cinq mois après «Lausanne», ce fut la déclaration du 9 mai 1950, laquelle devait créer la première institution européenne, fonctionnelle par ses attributions, mais fédérale par son processus de décision. Personne ne pouvait alors prévoir que la Communauté Européenne de Défense, avec son article 38 qui prescrivait aussi l'intégration politique, allait être rejetée par l'Assemblée Nationale française, à la suite d'un débat des plus

confus. Ni que la période gaulliste, «thatchériste» à la sauce française, allait conduire l'Europe dans les ténèbres d'une longue stagnation.

Aujourd'hui, quarante ans après, nous nous trouvons à nouveau devant des espoirs éclatants mais en même temps devant des problèmes capitaux.

Sous l'impulsion du Président Jacques Delors, la Communauté Economique Européenne s'est réveillée de sa torpeur et la date fatidique du 1er janvier 1993 résonne comme un coup de clairon. Non seulement tout un programme d'intégration a été décidé avec la volonté précise de ne pas se cabrer devant les obstacles, mais, l'opinion publique se rend compte du fait que, cette fois, ce sera sérieux. Un énorme mouvement transnational incite les entreprises à se préparer aux réalités d'après-demain, notamment en se joignant les unes aux autres pour mieux se défendre. Mais en même temps, le drapeau européen commence à être arboré par les sièges de firmes commerciales, bancaires ou industrielles, de même que par d'innombrables personnes privées qui ont compris.

Ce n'est pas tout. A peine cette nouvelle prise de conscience était-elle lancée qu'une véritable révolution éclata dans les pays dits «socialistes». Non seulement il était devenu manifeste que la formule d'une économie étatisée ne menait qu'à une stagnation équivalant au déclin, mais l'absence de libertés populaires avait produit un climat d'angoisse et de peur, intolérable.

Sans aucun doute, les succès de l'intégration à l'Ouest avaient contribué à ce mouvement de transformation fondamentale. En conséquence, l'ouverture de la Communauté vers les pays danubiens et balkaniques prenait de l'actualité et les temps où le COMECON refusait de reconnaître l'existence du Marché commun, était loin derrière nous.

Au choc du 9 mai 1950 correspond maintenant celui de la «perestroïka» et des conséquences qu'elle produit en Europe Centrale.

Parallélisme évident. Il s'y ajoute le fait que, aux deux dates, le rôle de la culture, au sens large du terme, apparaît crucial. Brusquement, on constata que le mur de Berlin et, de façon générale, le Rideau de Fer, n'avaient jamais eu aucune portée culturelle, qu'ils ne correspondaient à aucune division historique réelle. On constata aussi que l'Europe des Douze n'avait jamais été une entité culturelle définitive, mais qu'elle constituait seulement un groupe d'*Urkantone*, de cantons dits «primitifs», préfigurant une union destinée à s'accroître. Tout le visage de l'intégration et des mouvements fédéralistes en fut transformé de fond en comble.

Nous nous trouvons en face de perspectives inattendues, grandioses. Alleluia! Mais il en découle la nécessité de tout repenser et d'esquisser des solutions possibles pour les problèmes auxquels personne ne s'était systématiquement préparé. Certes, le Fédéralisme est seul capable de répondre à la confusion, voir au chaos, que la déconfiture du Communisme laisse derrière elle. Le message historique de notre doctrine apparaît avec clarté. Mais celui-ci devrait, sous peine de décevoir, prendre des formes concrètes, directement applicables dans la situation nouvelle. Un travail gigantesque d'imagination et de réalisme appelle la jeune génération de maintenant.

La Conférence de Lausanne II peut être le signal d'un tel développement. Le point de départ d'une action en profondeur, nouvelle. Elle sera jugée, non seulement par ses conclusions immédiates, mais par son «follow-up», confié au Centre Européen de la Culture à Genève. Celui-ci ne sera sans doute pas le seul centre de réflexion. D'autres émergent déjà, dans différents pays. Mais il est l'exécuteur testamentaire naturel de la Conférence, coordonnant ses propres études avec celles entreprises ailleurs. C'est là une vocation originale, difficile à accomplir, mais exaltante.

Après Lausanne: à vous de jouer, Genève !

Henri Brugmans

**RAPPORTS DES GROUPES DE TRAVAIL
ET DES TABLES RONDES**

Groupe de travail 1

Président: José Vidal-Beneyto

Rapporteurs: Marlise Giarini
Anne-Marie Autissier

Ayant pris connaissance des rapports de Mmes Marlise Giarini et Anne-Marie Autissier, après discussion, le Groupe la propose la résolution suivante :

Le bilan culturel devra prendre en compte l'ensemble des valeurs spécifiquement européennes et insister en priorité sur les points suivants :

1. La notion même d'Europe, qui a pris corps et vient de retrouver son application géographique complète de « maison commune » allant « de l'Atlantique à l'Oural », et du Cercle Polaire à la Méditerranée.
2. A l'intérieur de cet ensemble, la paix paraît instaurée et renforcée par le dépassement d'antagonismes nationalistes souvent ancestraux et la cessation récente de la guerre froide. Dans cette Europe pacifiée, il devrait être possible de développer ou de rétablir la circulation des personnes, des oeuvres, la communication et l'information et même la rédaction d'une histoire globale de l'Europe.
3. La protection du patrimoine culturel, notamment artistique et régional, a pris un grand développement dans certains pays et doit être conçue non seulement comme une richesse proposée au tourisme culturel, mais comme un facteur de stimulation de la création. Il en va de même des diverses « industries culturelles ». Grâce au développement de structures de production et de réseaux de diffusion, la création doit donner un public à l'« art vivant ».
4. Dans les domaines du droit pénal, de l'égalité juridique et de la protection sociale, nombre d'efforts législatifs ont été menés en faveur des droits fondamentaux de l'homme et du droit des personnes. Dans ce domaine, le Conseil de l'Europe a fait un travail considérable. Il est souhaitable que ces dispositions et les institutions soient défendues et développées dans l'avenir.

5. Le bond en avant des sciences fondamentales et des applications technoscientifiques à de nombreux domaines de la vie ont conduit à la création d'organismes protégeant la vie privée («informatique et liberté») et le développement de la réflexion philosophique de «comités d'éthique», notamment dans la médecine et la génétique. La poursuite de la recherche ne devra plus à l'avenir être dissociée de la réflexion éthique. La lutte contre les fléaux, naturels ou non, (Sida, drogue, etc.) impose à la recherche scientifique un développement de la coopération à l'échelle mondiale.
6. La démocratie s'est affirmée en Europe. Elle devra s'instaurer au niveau européen et continuer à assurer la liberté politique non seulement par le suffrage universel et la représentation de toutes les opinions et courants spirituels, mais par la séparation des pouvoirs, dont la diarchie du politique et du religieux à Byzance a donné le premier exemple et dont Montesquieu entre autres a fait le fondement de la liberté républicaine. L'Europe est une oeuvre inachevée, dont les Européens ont la responsabilité créatrice. Une culture européenne doit offrir au regard du monde un exemple d'ouverture, elle-même stimulée et enrichie par le regard de l'Europe sur le monde.

Si l'Europe veut préserver l'identité de ses parties constituantes (pays, cités et régions) et rester une source d'inspiration culturelle et artistique pour les Européens et dans le monde, il convient de :

- Protéger, stimuler et renforcer les diversités. Plus d'attention, de temps, d'espace et de moyens financiers pour les arts, mais aussi pour la culture et l'éducation (y compris la lutte contre l'illettrisme) sont nécessaires.
- Repérer, évaluer et renforcer les réseaux professionnels existants (créateurs, producteurs, éditeurs, enseignants, organes de presse et d'information et principaux opérateurs du monde culturel), pour faire circuler l'information, développer les contacts internationaux et interrégionaux et pour susciter de nouvelles formes de création. De nouveaux réseaux spécialisés pourraient être créés avec un fonctionnement souple et là où la nécessité s'en fait sentir, notamment dans les secteurs où les partenaires potentiels sont trop dispersés et où des médiateurs pourraient assurer le relais.
Encourager les activités associatives en matière de formation culturelle pratiques amateurs ou professionnelles.
- Organiser la coordination des actions engagées à tous niveaux : public, privé, supranational, intergouvernemental, national, régional.

Annexe: Propositions soumises en séance

- Réorganisation du tourisme culturel, en particulier pour une formation appropriée des guides - interprètes et une intégration accrue de ce domaine avec les autres activités culturelles.
Publication de guides multilingues proposant de grands itinéraires culturels à travers l'Europe. (A titre d'exemples, le Parcours des Vikings, les Cathares et leur origine, la navigation fluviale, les itinéraires de la mythologie celtique etc...)
- Mise en place d'un organisme de coordination Est-Ouest à Prague, en charge des missions suivantes: échanges d'informations spécialisées, soutien à la mise en place de réseaux Est-Ouest polyvalents, aide à la formation professionnelle.
On peut suggérer en outre la constitution d'un corpus de grandes oeuvres littéraires européennes (du Kalevala à Marcel Proust), traduites en neuf langues et diffusées à prix abordable.

Anne Marie Autissier

EDUCATION ET FORMATION A L'EUROPE DES CITOYENS

Groupe de travail 1a

Président: Pierre Vanbergen

Rapporteur: Janine Bezaguet

La construction d'une citoyenneté européenne passant obligatoirement par l'éducation, nous nous adressons, dans cette recommandation, non seulement aux chefs de gouvernement mais aussi et surtout aux responsables des systèmes éducatifs, à l'ensemble du corps enseignant, aux parents et au grand public en général, dont l'action nous semble capitale.

Convaincus de la nécessité d'insister encore sur l'introduction d'une véritable perspective européenne dans l'enseignement, de promouvoir le civisme européen, et non pas seulement la connaissance de l'Europe dans les programmes, nous sommes conscients des adaptations qui s'imposent aujourd'hui.

Cette Conférence a, en effet, prouvé à l'évidence qu'il n'était plus possible de parler de l'Europe sans prendre en compte l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Il sera donc nécessaire, au sein de cette Europe, d'intensifier les échanges, de nouer des dialogues, d'envisager des actions de façon à bâtir la « maison commune... ».

Dans la tâche éducative européenne apparaît, nous semble-t-il, la nécessité d'adopter une approche pluridimensionnelle, les circonstances étant tout à fait propices à redéfinir et à élargir la notion de *citoyenneté européenne et de responsabilité*, devant servir d'idée-force à nos travaux pour les années à venir. D'où la nécessité d'introduire (dans la vie scolaire) des pratiques permettant d'associer l'élève à la vie de l'école et lui donnant l'occasion d'exercer des responsabilités, en essayant de dépasser le niveau du comportement pour aller jusqu'à la « prise en responsabilité de son apprentissage ».

A partir de la définition de cette philosophie, une série d'actions concrètes devraient être envisagées, touchant un vaste public et pouvant même dépasser le cadre scolaire, dans la mesure où l'école est, et doit rester, dans la cité.

Ce pourraient être soit des activités ponctuelles soit des projets de plus grande envergure :

- une réorientation des thèmes d'activités et des modes de travail de l'Association Européenne des Enseignants (AEDE);
- l'organisation d'une Semaine Européenne des Enfants et des Jeunes, en 1992, dont le couronnement serait une grande rencontre dans un lieu symbolique, Prague par exemple;

- le développement d'un programme d'échanges dès l'école primaire,
- le souci de donner une importance plus grande à l'enseignement des langues, pendant la scolarité obligatoire en veillant :
 1. à ce que chaque élève ait l'occasion d'apprendre au moins deux langues autres que la langue maternelle,
 2. à ce que cet enseignement soit confié, dans toute la mesure du possible, à des professeurs dont c'est la langue maternelle,
 3. à ce qu'un certain nombre de cours (histoire, littérature, économie etc...) soient donnés dans une autre langue que la langue maternelle,
 4. à ce qu'il y ait possibilité d'apprentissage de langues diverses afin que chaque communauté puisse, par l'intermédiaire de ses propres membres, avoir le plus de contacts possibles avec l'extérieur.
- la poursuite des travaux de la Conférence Européenne de la Culture, dans le cadre d'une grande réunion « pédagogique-politique », dont l'inspiration première, dans son objectif éthique, devrait être le souci du développement d'un « esprit européen ». Il faudrait y débattre de la refonte de nos systèmes d'enseignement dont la nécessité s'impose face à une société qui connaît des mutations multiples (science, technologie, économie, échanges, données politiques, mentalités). Ce colloque pourrait s'ouvrir à un très large public. La préparation à la profession, en particulier, devrait faire l'objet d'un examen très attentif en raison de l'évolution de plus en plus rapide des technologies et du coût de l'équipement. Le tissu culturel est, en effet, l'objet d'un profond changement dans lequel l'entreprise doit s'insérer;
- la création d'un lieu permanent de rencontres et d'échanges, ouvert non seulement aux enseignants, aux étudiants et aux élèves mais aussi aux administrateurs scolaires et aux parents. Cette structure, que le Centre Européen de la Culture pourrait peut-être accueillir à Genève, devrait permettre la formation initiale et continue des enseignants. Travaillant en liaison étroite avec l'Association Européenne des Enseignants, il stimulerait une réflexion et lancerait une série d'actions incitatives dans divers pays et diverses régions.
- la rédaction éventuelle d'une « Charte de la citoyenneté » qui frapperait l'opinion publique et répondrait à l'attente des pays de l'Est. On pourrait, à ce propos, s'appuyer sur le Conseil de l'Europe et la Commission des Communautés Européennes.

Janine Bezaguet

Groupe de travail 1b

Président : Gérard Mansell

Rapporteur : Claus Hässig

Au cours de deux réunions, le groupe de travail sur les Media a procédé à un examen du rôle présent et futur des moyens de communication dans le processus de la construction européenne. Constatant que plus que jamais l'évolution des media modernes est soumise au rythme de l'innovation technologique ainsi qu'aux impératifs de la vie économique, le groupe appelle d'urgence à ce que la place des media comme lieu de création et de diffusion de la culture européenne soit préservée, voire étendue. La survie d'une conception exigeante de l'Europe est à ce prix; et si les efforts entrepris allant dans un tel sens sont réellement importants, ils apparaissent nonobstant, dans la situation actuelle, comme étant encore insuffisants.

Le groupe de travail résume les résultats de ses travaux dans les termes suivants:

1. Situation générale

— la révolution technique

Les développements des technologies de communication ont révolutionné en peu d'années l'ensemble des media: de l'audio-visuel en passant par l'imprimé jusqu'aux plus anciens lieux de médiation culturelle que sont les musées et les bibliothèques. Il est à prévoir que cette évolution s'accélère encore dans un proche avenir.

— l'internationalisation des structures

Les bouleversements d'ordre technique ont plus particulièrement engendré l'internationalisation des structures des moyens de communication, processus qui a plus particulièrement affecté les media de masse. L'échelle de grandeur n'est désormais plus nationale, mais continentale, voire mondiale. La création d'un espace européen des media est dès lors non plus seulement envisageable, mais déjà effectivement en cours de réalisation. Pour l'heure, cet espace commun se développe néanmoins plutôt au niveau des structures qu'à celui des contenus.

— la prépondérance de l'économique

L'apparition de la diffusion par satellite de programmes audio-visuels ayant mis en question les monopoles publics traditionnels de radiodiffusion au profit d'une déréglementation, l'internationalisation des structures entraînant d'autre part un appel à des capitaux importants, le secteur de la communication est plus que jamais devenu un enjeu économique. De puissants groupes multi-media se sont formés, groupes dont le fonctionnement est entièrement soumis aux lois du marché: économie et culture paraissent désormais étroitement liées.

— l'attrait de l'image

Après des siècles de règne de l'écrit, l'image est désormais le premier vecteur de diffusion de culture si l'on prend ce dernier terme au sens le plus large. Le groupe de travail s'est ainsi plus particulièrement penché sur la question du devenir de la télévision pour en retenir les lignes de force suivantes:

2. Le secteur audiovisuel

— une baisse de qualité

Si la déréglementation dans le secteur de l'audio-visuel a apporté une multiplication de l'offre, cette dernière n'a jusqu'à ce jour pas été corollaire d'une amélioration de la qualité des programmes. Au contraire, les programmes télévisuels à fort contenu informatif, culturel et éducatif font progressivement place au divertissement.

— le manque de programmes

La multiplication des chaînes a conduit à une pénurie de programmes, pénurie qui est comblée par une importation accrue de programmes bon marché en provenance des Etats-Unis et du Japon. Les valeurs culturelles européennes menacent d'être sous-représentées sur les écrans de télévision, et donc dans l'imaginaire collectif des Européens. Comme il est unanimement admis, un effort s'impose donc à l'Europe pour un renforcement de la création de programmes européens.

— la fragmentation nationale

La formule de la création d'un marché unifié de 300 millions de téléspectateurs est trompeuse. Elle s'applique certes au marché des équipements, mais difficilement à celui des programmes. La dimension nationale reste pour l'instant encore largement prédominante pour ces derniers. Des chaînes généralistes pan-européennes n'ont au stade actuel que peu de chances de survie; l'Europe n'est pas en mesure d'opposer une mythologie commune à la mythologie universelle véhiculée par les programmes américains. Les efforts devront par conséquent se concentrer sur la coopération inter-européenne, ou

encore sur la création de chaînes thématiques pan-européennes s'adressant néanmoins à un public restreint.

D'autre part, cette formule ne tient pas suffisamment compte des nouvelles données politiques en Europe. Désormais, la réflexion devrait tendre à englober plus de 500 millions de téléspectateurs européens, en incluant les citoyens de l'Europe de l'Est.

3. Conclusions

Sur la base de cet état des lieux, le groupe de travail Media a tiré les conclusions générales et formulées les suggestions suivantes:

- une évolution irréversible

L'évolution au niveau des structures (déréglementation, privatisation, prépondérance de l'image sur l'écrit) est irréversible. Il ne s'agit désormais plus d'être nostalgique du passé, mais de trouver un nouvel équilibre entre culture et media.

- le maintien de la qualité et d'une conception éthique

Dans la tradition de l'Europe, le mot culture est associé à certaines exigences d'éthique et de qualité. Le problème fondamental des media d'aujourd'hui n'est ainsi pas tant d'ordre technique - les innovations peuvent être maîtrisées - mais bien celui du contenu qui ne peut être assimilé à un simple produit industriel. Au stade actuel et pour le domaine de l'audio-visuel, le maintien d'un minimum de qualité va de pair avec celui d'un cadre réglementaire minimal, cadre qui a été établi par exemple par la Convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière, ou encore par la Directive des Communautés européennes sur la télévision sans frontières. Dans ce sens, la coexistence entre télévisions privées et publiques devrait être assurée, ce qui signifie aussi que le service public ne peut être enfermé dans une seule fonction éducative et culturelle qui serait synonyme de marginalisation.

- efforts et initiatives au niveau européen

Le groupe de travail approuve par conséquent les initiatives déjà entreprises au niveau européen pour le secteur audio-visuel. La Directive et la Convention sus-mentionnées, les projets Eureka audio-visuel, les programmes Media, Babel et autres projets Eurimages, les collaborations dans le cadre David ou du Groupement européen de production, la chaîne culturelle franco-allemande La Sept, les projets Euronews ou Eurosport de l'Union Européenne de Radiodiffusion montrent les voies à suivre. Ces initiatives ne sauraient néanmoins suffire. Aux yeux des membres du groupe de travail, les intérêts légitimes des petits pays ainsi que les espoirs des pays de l'Europe de l'Est ne paraissent pas suffisamment pris en compte. Par ailleurs, les actions entreprises par les pouvoirs publics nationaux et les institutions européennes, obéissant à des logiques institutionnelles, ne répondent que trop rarement de manière suffisante aux besoins et aux vœux des créateurs, qui ne disposent

pas encore d'un champ d'action véritablement européen et qui sont mal protégés par des droits d'auteurs inadaptés à l'évolution actuelle.

Compte tenu des données spécifiquement européennes, la voie menant vers un espace audio-visuel au niveau de notre continent est avant tout celle de la coopération, c'est-à-dire de l'échange de programmes et de leur coproduction. Ce n'est qu'en abattant les barrières qui s'élèvent encore trop puissamment à l'encontre de cette coopération que des programmes véritablement européens - programmes qui existent pourtant puisque la production audio-visuelle européenne est aussi importante que celle des Etats-Unis - pourront reprendre la place qui leur revient sur nos écrans à côté de ceux des autres continents. Il ne s'agit pas d'exclure, mais de maintenir et d'enrichir la rencontre des cultures.

- renouer les relations avec l'Est

Dans le domaine de la culture et des media, il faut prendre conscience du danger d'une Europe avançant à deux vitesses, c'est-à-dire créant des barrières artificielles entre les pays de l'Europe communautaire et non-communautaire d'une part, et entre l'Europe occidentale et orientale d'autre part. La récente réouverture des frontières avec l'Est nous rappelle l'unité de notre culture et nous invite à combler un silence imposé durant quarante ans. Un échange réciproque de programmes de qualité ne pourra que puissamment féconder les retrouvailles entre l'Est et l'Ouest.

- les moyens d'action du Centre Européen de la Culture

Les enjeux économiques et politiques du nouveau paysage des media sont si importants que le champ d'action d'institutions culturelles comme le Centre Européen de la Culture apparaît nécessairement limité. Ceci n'empêche qu'il incombe à de telles institutions de renouveler sans cesse l'appel pressant des hommes de culture à l'adresse des pouvoirs publics et économiques pour que ces derniers ne perdent pas de vue la primauté de la culture et leurs responsabilités dans le développement de celle-ci. Ceux qui s'engagent dans une telle voie en dépit des difficultés et des contraintes méritent un plein soutien moral.

Parmi les tâches concrètes à accomplir, le groupe de travail suggère par ailleurs au Centre Européen de la Culture de prendre en considération la problématique des media dans les activités de dialogue Est-Ouest qu'il poursuit depuis des années et qu'il compte développer. Un autre champ d'action s'ouvre dans le domaine des nouvelles technologies de l'information mises au service de l'échange d'information culturelles, domaine où les potentialités de développement à la portée d'une telle institution abondent et attendent d'être développées au niveau européen.

Claus Hässig

LA PROBLEMATIQUE DU FEDERALISME

Groupe de travail 2

Présidents : Yves Moret
Alexandre Marc

Rapporteurs: Matthias Finger
François Saint-Ouen

La situation créée par les problèmes Nord-Sud et celle, toute nouvelle, créée par les bouleversements Est-Ouest, assignent à l'Europe une mission historique.

1. Mission historique de l'Europe face à la situation actuelle:
La démocratie est une notion précieuse, mais insuffisante.
Or on constate que l'évolution des sociétés et des problèmes - dans tous les domaines (Nord-Sud, Est-Ouest, Environnement, «Boom technologique», informatisation des sociétés, nouvelles formes d'organisation des tâches dans les entreprises...) -, confirme les thèses fédéralistes. On peut résumer ces thèses ainsi :
 - l'Union doit servir à la promotion des diversités;
 - la politique doit servir à promouvoir un citoyen libre et responsable. Non pas un individu indifférencié, mais une Personne.
Un tel objectif implique le respect de l'autre et le renoncement à l'hégémonie.
2. Cet objectif ne peut se réaliser que dans des cadres institutionnels *flexibles et évolutifs*:
 - qui favoriseront une certaine dynamique;
 - qui éviteront que tous les problèmes soient traités au même niveau;
 - et qui empêcheront que — fatalement — ce niveau soit le niveau *le plus élevé*, ce qui favorise toujours la centralisation et la bureaucratisation, mais non l'efficacité.
3. Appelée par l'évolution du Monde et de l'Europe, par la mutation des sciences et des techniques et celle plus générale de nos sociétés, la politique fédéraliste est celle de l'*exacte adéquation des problèmes et des solutions*.
Elle répond au principe de *subsidiarité* qui veut qu'on ne traite à un niveau plus élevé que ce que l'entité inférieure ne peut traiter elle-même.

— Plan vertical

Il faut privilégier un schéma vertical qui part de la Commune, pour remonter à la Région et aux Communautés culturelles, aux Nations, et enfin à la Fédération. La «petite dimension» - l'exemple de l'Ecologie que nous avons pris comme illustration l'atteste - est essentielle car c'est là où l'Homme développe le sens de la *Responsabilité* à l'égard de la Communauté.

C'est souvent parce qu'un problème n'est pas traité correctement au niveau concerné - nous l'avons vérifié en matière d'environnement - qu'il tend à *s'aggraver*, à *devenir «global»*. Pourtant, la globalisation et la centralisation ne sont aucunement fatals si l'on garde cette idée d'exacte adéquation dans l'exercice des responsabilités *du bas vers le haut*.

— Plan horizontal

A cette échelle verticale des responsabilités et des compétences s'ajoute la *coopération* entre entités de même niveau, entre communes, entre régions d'un même pays, entre régions de part et d'autre d'une frontière (coopération transfrontalière).

Cette coopération *horizontale* est essentielle, car elle évite que les problèmes «remontent» artificiellement vers un niveau plus élevé.

4. Dans la même perspective de lutte contre la centralisation et la bureaucratisation, le Groupe de Travail souhaite la multiplication d'Agences européennes spécialisées, privées ou semi privées, qui permettent d'agir en matière de recherche-développement, d'environnement, de transports, etc... sans recourir à de lourdes administrations.
5. Pour ce qui est des institutions politiques à promouvoir en Europe, le Groupe de Travail a formulé quelques lignes directrices, en s'appuyant notamment sur l'expérience communautaire, actuellement la plus avancée.
 - une Chambre basse représentant les peuples (sorte de Parlement européen renforcé);
 - une deuxième Chambre représentant les Etats-membres de l'Union;
 - un Exécutif suffisamment solide et stable, collégial. Son Président, nommé au plus haut niveau, formerait ensuite son équipe; celle-ci serait soumise à l'investiture des Chambres;
 - un Conseil économique, social et culturel;
 - un Conseil consultatif des Régions, des Communautés culturelles et des Collectivités locales;
 - une Cour fédérale de Justice.

François Saint-Ouen

IMAGE DE L'EUROPE DANS LE MONDE

Groupe de travail 3

Président: Sir Reginald Hibbert

Rapporteur: Thierry Hentsch

The group found itself facing a confusing task because of the ambiguities in the theme it was required to discuss, which, it was told, was the cultural dialogue between Europe and the outside world.

The group managed to agree that Europe was the source of many of the universal values which were prized in the world, and of many of the means of realizing them. However, Europe was an area of rich diversity and it could not be said that there was, or should be, a cultural dialogue between an unitary Europe and the outside world or any of its separate regions, these regions themselves being generally as diversified as Europe. The interaction between European culture and other cultures had been carried on through the centuries by the various countries and peoples of Europe acting individually, and this continued to be the predominant pattern. Nowadays an increasing number of non-governmental organisations, some national and some multinational, are appearing on the scene and becoming active purveyors of cultural influences. This reinforced the aspect of diversity.

Against this background, the significance of European integration in or for the cultural dialogue with the outside world is ambivalent. On the one hand it is presumed to help Europe grow richer and better endowed, thereby making the European countries and peoples more able to contribute generously in the dialogue with peoples and countries outside. On the other hand, European integration, if pursued too rigorously, might undermine the very cultural diversity which has been so important an element in Europe's cultural strength.

The group unanimously agreed that the choice of what to take from European culture should lie with those who were outside Europe. There should be no question of cultural hegemony in the world, even if many elements of European culture were universally prized. The political will which was so often demanded for the construction of Europe did not need to be demanded in the context of the cultural dialogue with the outside world, except in so far as it could be directed towards improving Europe's culture from within, e.g., by improving educational facilities, supporting artistic creation and scientific research and endeavour and improving the models in many spheres of human activity which Europe could offer the world.

If the European countries bore in mind that culture was not of itself a suitable subject for organised integration and that integration in the political

and economic fields must allow fully for cultural diversity and freedom, with due emphasis on human rights on an international basis, Europe's image in the world would stand the maximum chance of being good and beneficial.

The above may make the group's discussions seem clear and smooth. In fact they were highly complex, often contradictory and sometimes baffling. The two rapporteurs of the group have a very hard task in trying to sort it out and present it in coherent form.

Reginald Hibbert

Rapport de Thierry Hentsch

Le groupe avait pour tâche d'examiner l'image de l'Europe dans le monde et, à travers cette image multiple, incomplète, fragmentée, contradictoire, de réfléchir à ce que nous sommes et à ce que nous désirons - ou ne désirons pas - être dans nos rapports avec les autres peuples et les autres cultures.

Les discussions ont fait ressortir d'importantes difficultés sémantiques, épistémologiques, idéologiques; ainsi, «image», «Europe», «culture», autant de termes, parmi d'autres, dont la simple définition aurait pu nous occuper longtemps.

Malgré ces difficultés de méthode nous avons tenté de passer en revue les images que les diverses parties du monde se font de nous; celles surtout de la Chine, du Japon, de l'Inde, du monde arabo-musulman et des Etats-Unis, l'Afrique noire et l'Amérique latine étant malheureusement absentes de notre table.

Ces images n'ont qu'un seul point commun: l'importance, pour le meilleur ou pour le pire, de l'impact historique de la pensée, de la science, de la technique, des institutions et de l'expansion européennes sur le devenir de l'ensemble de l'humanité. Au reste ces images s'étagent entre deux extrêmes: *au plus bas* une Europe qui n'a plus de poids spécifique dans les affaires du monde, tout au plus capable en tant que partie de l'Occident de contribuer à fournir la technique aux pays qui la réclament, et constituant par ailleurs, avec son patrimoine, une réserve d'exotisme culturel; *au plus haut*, une Europe qui malgré son passé colonialiste prédateur, malgré son déclin relatif, a encore un rôle significatif et positif à jouer en raison des valeurs qu'elle porte ou qu'elle est susceptible de raviver chez elle et en dehors par son exemple et par le partage de ses connaissances et de son savoir faire.

C'est évidemment à partir de cette haute idée de nous-mêmes que le groupe s'est penché sur ce qu'on pourrait appeler *les conditions d'un dialogue des cultures*, en prenant pour exemple privilégié, mais non exclusif, les rapports entre le monde arabe et l'Europe, en raison de la longue proximité des deux mondes et parce que ces rapports ne se posent pas seulement sur le plan international mais aussi, avec une urgence croissante, au sein même des sociétés européennes.

Après bien des méandres et au prix de quelques solides malentendus qui inclinent le rapporteur à penser que les conditions intellectuelles d'un véritable débat sur la possibilité d'un dialogue des cultures restent encore assez loin d'être remplies, un fragile consensus s'est esquissé sur les questions suivantes:

- Il existe quelques valeurs fondamentales universelles sur lesquelles l'humanité entière peut et doit s'entendre, parmi lesquelles le respect de la diversité des cultures occupe une place centrale, fût-ce seulement parce que l'autre nous renvoie une image de soi qui nous oblige à nous repenser nous-mêmes.
- Mais ces valeurs ne sont pas exclusivement d'ordre éthique: il en est de matérielles, partiellement atteintes en Occident, qui exercent un considérable et légitime pouvoir d'attraction, comme l'éducation et la santé,

dont l'accès généralisé implique la mise en oeuvre de moyens considérables - du moins dans notre type de société.

- Ces moyens, en effet, l'Occident les a déployés dans le cadre d'un mode de développement économique dont l'extension à l'ensemble de la planète est, nous le savons tous, rigoureusement impossible. En réalité ce développement à la fois démesuré et profondément inégal met d'ores et déjà en danger l'avenir écologique de la planète et suscite entre les peuples des déséquilibres d'une gravité telle qu'ils hypothèquent la réalisation des valeurs dont nous venons d'affirmer l'universalité. Faut-il s'étonner, dès lors, si face à ces inégalités criantes, la réponse des déshérités, au lieu de fournir une contribution au débat que nous disons souhaiter, est faite de violences, de refus et d'extrémismes divers, qui, à leur tour suscitent l'intolérance d'une part croissante de nos propres concitoyens? Faut-il s'étonner si le choc des cultures échappe à nos savants brassages d'idée pour éclater là où certains démagogues ne manquent pas de le récupérer: dans la rue?
- Dans ces conditions il devient de plus en plus urgent d'envisager les moyens d'encourager à tous les niveaux une vaste campagne d'information et de réflexion sur les problèmes auxquels toutes les cultures sans exception sont confrontées et de penser parallèlement aux moyens de mettre en oeuvre les valeurs universelles que nous disons défendre. Si nous sommes un tant soit peu conséquents dans notre désir de dignité humaine, nous devons admettre que cette dignité est indivisible, qu'elle exige un minimum de solidarité planétaire et des mesures concrètes en conséquence vers un ordre économique mondial, moins inéquitable.

Au fond, pour nous autres Européens, quelque forme que prenne l'Europe, il s'agit de savoir si nous sommes prêts à prendre nos valeurs au sérieux, tout particulièrement dans nos rapports avec l'Autre.

Quant à ces rapports il serait angélique de croire qu'ils puissent s'établir dans l'harmonie. Qui dit culture dit mode de vivre et valeurs, et ce qu'on appelle «dialogue des cultures» n'a été jusqu'ici un affrontement, un choc. En fait les valeurs que nous affirmons ou souhaitons universelles n'existent pas encore en tant que valeurs universelles mais comme valeurs dominantes, qui le plus souvent ne sont respectées que dans la mesure où elles concourent à la domination des plus puissants. Etant donné les conditions d'inégalités qui sous-tendent les rapports entre cultures, il est clair que l'universalité vraie ne peut émerger que d'un débat qui sera à l'évidence difficile et douloureux - le respect de la diversité est à cet égard, ne devrait pas servir à gommer les affrontements d'idées. Et l'enjeu, finalement, c'est de savoir si nous désirons que cette confrontation soit menée, pour notre part, de façon intelligente, dans l'affirmation de nos valeurs, certes, mais aussi dans la conscience des conditions qui en limitent la portée.

DIALOGUE EST-OUEST

Groupe de travail 3a

Président : Sergio Romano

Rapporteurs: Véronique Clément-Alves
François Georges Dreyfus

Trois grands thèmes ont dominé les débats du groupe de travail sur le Dialogue Est-Ouest:

- la mutation du dialogue Est-Ouest en raison des mouvements démocratiques qui transforment à l'heure actuelle l'Europe de l'Est;
- la renaissance des nationalismes dans des Etats où ceux-ci avaient généralement été bridés par le fonctionnement du centralisme démocratique;
- la révolution idéologique qui remet en cause les fondements des Etats dont le marxisme était la base quasi unique jusqu'à ces dernières semaines.

L'ensemble de ces phénomènes ouvre sur un dialogue qui s'opère à travers un certain nombre de valeurs communes aux deux Europes et qui sont celles de la démocratie libérale, des droits de l'homme et du citoyen. Or, si ce mouvement présente un caractère occidental marqué, il s'accompagne néanmoins d'une résurgence de sentiments appartenant à l'histoire profonde de l'Europe de l'Est et, plus particulièrement de l'Union soviétique, se traduisant d'une manière générale par une poussée des nationalismes, teintés parfois d'un certain caractère religieux et spirituel.

La renaissance démocratique des Etats de l'Europe de l'Est a ainsi renouvelé profondément la poursuite du Dialogue Est-Ouest qui a toujours représenté l'un des éléments essentiels de l'action originale du Centre Européen de la Culture.

Ces dernières évolutions ont, d'autre part, redonné une grande actualité au débat presque centenaire engagé par Eduard Bernstein et par les «Sozialistische Monatshefte» sur la possibilité de construire un véritable socialisme fondé à la fois sur:

- la liberté et le pluralisme;
- la démocratie participative et le respect des institutions, et
- la construction d'un système économique, conciliant économie de marché et progrès social, ce qu'en 1925 Hilferding appelait «le capitalisme organisé».

L'ensemble de ces réflexions a également permis d'approfondir la notion de «Maison commune européenne» qui pourrait être bâtie, selon M. Furrer, Directeur des Affaires politiques au Conseil de l'Europe, sur cinq principes fondamentaux:

- le respect de la liberté et des droits de l'homme incluant la justice sociale;
- le refus des exclusives et des privilèges;
- le pluralisme;
- la démocratie participative, et
- la reconnaissance de l'Etat de droit.

Il ressort de ces principes fondamentaux que la Maison commune européenne n'est pas liée à une structure unique et, qu'à côté de la Communauté européenne qui ne peut s'élargir aujourd'hui sans risque d'implosion, il existe d'autres institutions, telles que tout particulièrement le Conseil de l'Europe, pouvant servir de structures d'accueil politique et socioculturel aux pays de l'Est. Une intégration progressive de ces pays au sein du Conseil de l'Europe pouvant notamment se traduire par:

- l'acceptation des règles de la Convention des Droits de l'Homme et de ses procédures (commission et Cour européenne);
- la participation à la coopération interparlementaire, et
- l'adhésion à la Convention culturelle et à la Charte sociale.

Néanmoins, le problème majeur et immédiat des Etats touchés par cet automne révolutionnaire est de se trouver confrontés à trois difficultés essentielles, soit:

- la renaissance des minorités nationales trop souvent brimées et les risques de nationalismes locaux. Comme l'a dit le professeur Nivat «les contradictions nationales demeurent» et elles renaissent en liaison avec la réapparition au grand jour du phénomène religieux que n'a pas détruit 70 ans d'athéisme officiel en URSS et 30 ans dans la plupart des autres pays de l'Est, la Pologne exceptée;
- la réduction des seuils économiques entre deux systèmes, l'un marqué par l'économie de marché et l'autre dominé par la planification et la centralisation étatique du système;
- le poids d'une jeunesse moteur de la révolution démocratique mais qui manque souvent de formation et d'un savoir faire adapté aux tâches nouvelles.

Dans la droite ligne de l'ensemble de ces réflexions a, ensuite, été formulée la possibilité d'un «Plan Marshall de la Culture» en faveur des pays de l'Est. Néanmoins, il est rapidement apparu que la mise en place d'une telle structure serait très lourde et sans doute mal appropriée à la plupart des situations étatiques en Europe de l'Est.

Enfin, il est ressorti de l'ensemble de ces discussions extrêmement passionnantes une volonté, de la part du groupe de travail, d'émettre un certain nombre de propositions concrètes qui sont les suivantes:

- le réexamen du système de protection des minorités élaboré jadis par la SDN;
- l'élargissement de notre vision de l'histoire de l'Europe par la multiplication des stages de formations internationales pour les enseignants d'histoire et par la mise à disposition généralisée d'ouvrages historiques d'esprit européen plutôt que strictement national;
- le développement dans toutes les disciplines des échanges d'étudiants originaires des pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est, notamment par l'enrichissement du Programme «Copernicus», et par l'élargissement du Programme «Erasmus» à des pays autres que les Etats membres de la Communauté en utilisant, par exemple, des procédures plus souples analogues à celles régissant le Collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur;
- devant les évolutions nouvelles en Europe de l'Est, il apparaît également évident qu'il faille élargir le Programme «PHARE» à d'autres pays d'Europe que la Pologne et la Hongrie;
- dans le même état d'esprit, il conviendrait de réexaminer et d'accélérer les procédures de reconnaissance des diplômes, tout en ayant conscience des difficultés d'une telle entreprise;
- il conviendrait également de rechercher la possibilité de créer des institutions de formation pan-européennes analogues, dans leur esprit, à celui du Collège de Bruges;
- des vœux (plutôt que des suggestions) ont également été formulés pour que Pro Helvetia et la Fondation européenne de la Culture poursuivent la tâche qu'elles se sont assignées et dont elles s'acquittent d'ailleurs déjà pleinement.

Enfin et pour conclure, après avoir rendu hommage au Centre Européen de la Culture pour avoir organisé cette troisième Conférence Européenne de la Culture à Lausanne, et souligné la place essentielle que le Centre a su acquérir dans la construction d'une «compréhension culturelle mutuelle» en Europe, les participants au groupe ont formulé le souhait que les activités du Centre Européen de la Culture se développent dans *cinq directions*:

1. que le Centre rassemble, tout d'abord, en une sorte de grande «banque de données» l'ensemble des informations sur les innombrables initiatives prises tant en Europe de l'Ouest qu'en Europe de l'Est dans le domaine de la culture européenne;
2. qu'il apporte, ensuite, son appui et son aide aux diverses initiatives et projets élaborés en Europe de l'Est;
3. qu'il assure la coordination de ces initiatives;
4. qu'il lance lui-même de nouveaux projets et de nouvelles initiatives;

5. qu'il établisse et développe, enfin, le plus de contacts possibles entre les différentes institutions actives dans le domaine de la culture européenne et les organisations internationales et intergouvernementales telles que l'UNESCO, la CEE et le Conseil de l'Europe.

De cette manière, le Centre Européen de la Culture jouerait le rôle fondamental et indispensable de *plaque tournante* en ce qui concerne l'ensemble des activités développées tant au niveau public que privé dans le domaine de la culture européenne. Dans ce sens, il a finalement été demandé au Centre Européen de la Culture d'organiser le plus vite possible une sorte d'*Etats généraux* de toutes les institutions de l'Ouest, comme de l'Est, attachées au développement et à la promotion de la culture européenne.

**Déclaration des participants tchécoslovaques
à la Conférence Européenne de la Culture**

La perspective de la renaissance de la démocratie en Tchécoslovaquie ouvre la voie à une représentation plus large de la culture tchécoslovaque à l'échelle européenne et permet une connaissance plus profonde de la culture européenne par nos nations. Le printemps de Prague de 1968, qui se répète avec de nouvelles valeurs en automne de 1989, offre des possibilités de coopération culturelles entre les diverses nations. Le Centre Européen de la Culture a déjà apporté sa contribution à cette perspective fructueuse et prometteuse.

C'est pourquoi nous souhaitons au Centre Européen de la Culture un avenir plein de succès et nous appelons à tous les hommes de culture à l'appuyer dans ses efforts et de coopérer à la construction de la compréhension culturelle mutuelle.

Lausanne, 10 décembre 1989

**LES ENTREPRISES DEVANT LES ENJEUX
DE LA CULTURE EUROPEENNE**

Table ronde 1 du samedi 9 décembre 1989

Président : Jacques Rigaud

Rapporteur : Véronique Clément-Alves

En déclarant qu'«il est un signe des temps d'interroger les entreprises sur un problème culturel», le Président de la séance, M. Rigaud, a établi une remarque qui devait dominer l'ensemble des réflexions dégagées lors de cette table ronde.

On assiste effectivement à l'heure actuelle en Europe à l'émergence de deux phénomènes complémentaires, soit: une globalisation de la culture et une évolution générale des entreprises européennes.

Les expressions artistiques et littéraires de la culture se sont en effet répandues dans l'ensemble des couches de la société, devenant une aspiration générale non plus d'une élite restreinte mais de l'ensemble des masses, même si cette globalisation de la culture s'est opérée sous la forme «dégradée» de la consommation, du divertissement et du loisir. Les entreprises européennes, de leur côté, sortant d'un cadre purement mercantiliste, offrent à présent l'image de véritables communautés humaines et leurs propres activités et leurs propres valeurs, jouant désormais le rôle d'acteurs et de supports de la vie collective. De plus, et comme le prouvent non seulement les derniers événements en provenance des pays de l'Est, mais également la construction de l'Europe de 1992 qui est entrain de se faire bien plus sous l'impulsion des hommes de terrain - les entrepreneurs - que sous celle des politiciens, on assiste actuellement à la naissance d'une nouvelle société où les gouvernements seraient de moins en moins les «maîtres de jeux», l'Etat n'apparaissant plus comme le seul schéma possible d'organisation politique.

Dans un tel contexte socio-politique l'importance et le rôle des entreprises dans le développement et la promotion de la culture européenne prend ainsi tout son sens. Or, comment doit s'organiser l'action des entreprises dans ce domaine? Quatre directions possibles ont été suggérées par les intervenants:

- **en premier lieu**, les entreprises européennes doivent oeuvrer à maintenir une prospérité économique en Europe occidentale. Comme l'on montré MM. Romano, Bauer, Jean Freymond et Brittan, une croissance saine est la clé de toute réussite pour une société. D'autre part, seule une Europe économiquement forte pourra être en mesure de venir en aide aux pays de l'Europe de l'Est dans leur processus de démocratisation;

- **en deuxième lieu**, elles doivent continuer à s'organiser autour d'un modèle de multinationnalité européenne. Selon MM. Masselo, Bounine et Carnot, il est effectivement fondamental que l'«européanisation» spontanée des entreprises que l'on observe à l'heure actuelle continue et ce, tant au niveau de la structure de ces entreprises, que du recrutement de leur personnel et des méthodes de travail.
- **en troisième lieu**, les entreprises européennes doivent orienter et développer toujours plus leurs activités vers une *unification pragmatique du marché européen*, celui-ci devant rester ouvert à «tous ceux qui restent à l'écart pour l'instant»- M. Bauer ayant fait allusion à une Communauté des «Douze plus Six», à savoir à une Communauté rassemblant les Etats membres de la CEE plus ceux de l'AELE;
- **en quatrième lieu**, enfin, et pour répondre au défi politique, économique mais également culturel qui se pose actuellement à l'Europe occidentale, les entreprises européennes doivent - comme l'ont suggéré MM. Romano, Freymond et Bauer - *mettre à la disposition du rapprochement Est-Ouest leur «capital d'expérience»* acquis depuis 1947 par une libéralisation progressive des marchés commerciaux, financiers et des services. Une «structure coordonnée d'accueil» permettrait, dans un esprit d'imagination mais également de rigueur, une osmose progressive des économies et des échanges culturels de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est.

Véronique Clément-Alves

SCIENCES ET VALEURS

Table ronde 2 du dimanche 10 décembre 1989

Président : Heinrich Ursprung

Rapporteur: Robert Klapisch

Cette table ronde fera l'objet d'une publication séparée.

DE LA CONDUITE DE SOCIÉTÉS PLURILINGUES

Table ronde 3 du lundi 11 décembre 1989

Président : Theodor Berchem

Rapporteur : Jacques A. Tschoumy

L'Europe est à la fois multiculturelle et plurilingue: cette constatation d'évidence a conduit la Table ronde à trois affirmations fortes:

1. L'Europe est une et diverse en ce sens que les Européens se retrouvent dans une culture commune;
2. Il convient de ne pas gommer ces diversités et d'affirmer le principe de parité d'estime de toutes les langues;
3. Mieux: il convient de valoriser les diversités tout en affirmant le principe d'«interculturalisme», soit de fécondation et d'enrichissement mutuels des cultures et des langues.

Ces trois principes étant affirmés, il convient néanmoins de se limiter au possible, et d'éviter le double écueil de la trop grande diversité, de la balkanisation et de l'émiettement médiéval des langages, qui pénaliseraient la communication; et de la trop grande unité qui ne reposerait plus sur des langues dites vivantes.

La conduite de sociétés plurilingues est-elle possible? Cinq paramètres ont été analysés par la Table ronde, qui influencent de façons diverses l'avenir des sociétés plurilingues:

- L'action politique;
- La décision juridique;
- Le champ socio-culturel;
- Les politiques éducatives;
- Les politiques linguistiques.

1. L'action politique

L'action politique exerce un effet sur la conduite des sociétés plurilingues, mais un effet limité, très limité même.

Au Québec, la volonté populaire, la vitalité ethno-linguistique, aura montré son efficacité, mais en Suisse, cette affirmation est contrebalancée par la disproportion de l'effort de la majorité pour la minorité.

En URSS, un gouvernement centralisateur qui avait lutté contre le fascisme a imposé une langue pendant 40 ans; aujourd'hui, on fait la queue toute la nuit pour s'inscrire aux cours de langues. En Suisse, un gouvernement fédéraliste sauvegarde l'unité dans la diversité, et arrête une clause de sauvegarde locale: c'est la commune qui décidera de la langue enseignée.

Mais dans tous les cas de figure, la langue vit, meurt, évolue, se marie, se concubine, disparaît, et la politique n'a aucune prise sur une évolution qui a sa vie propre. Le grand brassage de populations actuel va s'intensifier pour des raisons économiques, politiques et climatiques. Et l'on verra fleurir une multitude de langages intermédiaires (créole, pidgin, etc), de langues bâtar-des, telles que le sont toutes nos langues modernes.

2. La décision juridique

Un peuple, une langue? -Non, ce serait l'émiettement. Affirmer les langues nationales? -C'est le cas à la CE, c'est le cas actuellement en URSS.

Le risque est absolu que partout domine la langue de pouvoir, soit le français autrefois, l'anglais aujourd'hui. L'Europe étant multiculturelle, il convient en tous les cas de figure de s'opposer à l'homogénéisation, et donc de créer les contre-pouvoirs, soit des espaces pluralistes, multiréférentiels.

C'est ainsi qu'en Suisse, le principe de territorialité n'est maintenu que pour les langues menacées, au nom de la diversité. Mais c'est en l'honneur de cette même diversité qu'est assoupli le principe de territorialité pour les autres régions: le problème se pose à Zurich et à Berne, par exemple.

En résumé, la loi, comme toujours, et ici aussi, ne peut que suivre les mœurs.

3. L'impact socio-culturel

Tend-on trop la corde de l'unification, que s'affirme la résistance locale et régionale, et qu'émerge la demande de respect socio-culturel.

C'est ainsi que la liaison internationale n'est pas égale pour tous les media. Elle est forte pour la radio, très évidente pour la TV, mais très difficile pour le journal local, dont l'impression en plusieurs langues est mal ressentie par le lectorat. Diverses exceptions toutefois, telles le journal *Le Soir*, à Bruxelles, imprimé en neuf langues le 1er mars 1987.

A cet égard, il n'est pas sans importance de noter combien le comportement verbal est lié au comportement social. Se comprendre n'est pas s'entendre seulement, c'est percevoir des signes non verbaux souvent: façons dont on se salue, dont on converse, dont on entre en interaction.

4. L'impact des politiques éducatives

L'action des responsables peut se résumer en trois champs:

- Convaincre plus que légiférer; ainsi on choisira de créer des opportunités (Programme ERASMUS) plutôt que d'imposer. La demande sociale est énorme;
- Respecter la diversité et affirmer la parité d'estime des langues et des cultures;
- On ne naît pas européen: on le devient. On peut le devenir si on en a envie et si une volonté explicite s'exprime dans ce sens.

5. L'impact des politiques linguistiques

Va-t-on «parler européen demain»? Verra-t-on émerger l'«europhonie»?

Il le faudra bien; c'est indispensable; c'est un savoir minimal; un SMIC. L'accord semble unanime sur ce point. Encore faut-il se mettre d'accord sur les modalités. Neuf principes ont parcouru les débats:

- Les Recommandations du Conseil de l'Europe (1970) sont bonnes; il convient d'acquiescer désormais le *consensus civil* sur le projet d'éducation aux langues de communication.
- Les langues étrangères ne seront désormais plus le fait des enfants scolairement bons, ni des migrants marginalisés; ce sera un *savoir fondamental de tous les enfants*, non plus aux mains de quelques-uns, mais *du plus grand nombre*. C'est assurément le principe porteur majeur des réformes de l'enseignement des langues.
- *Profiter des périodes sensibles*. L'accord est trouvé: c'est avant la puberté, soit à l'école primaire et fondamentale déjà.
- *Trois langues à l'école obligatoire*: l'une, maternelle, et deux étrangères (et non pas une, pour raison de diversité européenne), à 6, 9 et 12 ans.
- Parmi les langues étrangères, *la première sera de proximité, la seconde de grande communication internationale*. C'est le principe le plus largement retenu, même en Afrique. Et très préconisé en Allemagne.

A la Conférence de CIE, un nouveau projet a été développé par le professeur Berchem, recteur de l'Université de Würzburg, qui recommande l'enseignement d'une *Lingua franca*, d'un anglais simplifié à tous les enfants à 9-10 ans, puis le libre choix (arabe? russe?). Ce projet inverse l'ordre habituel retenu pourrait constituer une menace pour les langues de proximité.

Mais c'est une dérive qui n'est pas vraiment improbable. Elle mérite attention.

- *Un SMIC linguistique affirmant le primat*:
 - . de l'outil sur l'objet
 - . de l'oral sur l'écrit
 - . de la réception sur l'expression
 - . du savoir-faire sur le savoir
 - . des compétences utiles sur l'exigence perfectionniste des enseignants
- *Un plan ERASMUS* (Baby, Junior, Lycée, Université, Enseignement professionnel, etc) à tous les degrés.
- *Une Recherche-Développement* sur les politiques d'apprentissage par immersion, soit d'apprentissage *dans* la langue, et non plus *de* la langue étrangère, par une organisation multilinguistique des cours («Exterminez les professeurs de langues», a dit un participant), ou par l'enseignement *bilingue*, dont le développement est sensible en France, à Aoste, et en Allemagne.
- *Une coopération*, à échelle européenne, des acteurs de l'enseignement précoce des langues. Ce projet est conduit par l'UNESCO.

S'il existe un champ où le niveau de connaissances des enfants a monté, c'est bien celui-là: la maîtrise des langues a monté très sensiblement de niveau, d'une génération à l'autre.

Jacques A. Tschoumy

CONCLUSION

Jacques Freymond

La Conférence qui s'achève a été conçue comme un hommage à Denis de Rougemont qui en avait fait le projet, comme une réaffirmation de la mission confiée au Centre Européen de la Culture par son fondateur. C'est donc par un hommage à un grand Européen que je voudrais aborder les quelques réflexions, brièvement insérées dans une conclusion provisoire de nos travaux. Un hommage qui s'adresse également à son vieil ami des années 1930, Alexandre Marc, et à ses compagnons de lutte de l'Union européenne des Fédéralistes et du Mouvement européen. Si l'on veut comprendre pourquoi Denis de Rougemont a commencé par la culture, il faut remonter aux origines du personnalisme et à l'histoire du fédéralisme qui en est issu. L'étude de la culture, conçue comme un système de valeurs sur lequel bâtir une politique respectueuse de la dignité de la personne libre et responsable, n'a pas occupé, au cours de ces 40 dernières années, la place qui lui était due. Le personnalisme n'est pas encore compris comme le fondement de la démocratie, ni la démarche fédéraliste comme le rempart contre le marxisme totalitaire. L'histoire a démenti les prévisions de Marx et contraint ses héritiers politiques à reconnaître qu'ils ont eu tort de prétendre en forcer le cours. C'est chez les personnalistes d'*Esprit* et de *L'Ordre Nouveau*, chez les fédéralistes du Congrès de Montreux de 1947 qu'il faut chercher, aujourd'hui, les réponses à donner aux Européens, de l'Ouest comme de l'Est.

Une chance nous est offerte aujourd'hui dans le grand désordre résultant de la rupture du barrage érigé de la Baltique à la mer Egée. L'ouverture des frontières contraint les Européens à repenser leur Europe, à définir à nouveau sa structure politique.

Jacques Delors, dans une interview accordée à *Libération*, a parlé d'une Europe à «géométrie variable». La formule me paraît révélatrice d'une conception un peu trop occidentale de la grande Europe. Le message adressé par Krzysztof Skubiszewski à notre Conférence évoque l'histoire d'une Europe polycentrique. «En qualité de Ministre des Affaires étrangères d'un pays européen, qui occupe une place reconnue dans notre univers culturel, je voudrais avancer une remarque personnelle: que l'Europe en formation à l'Ouest ne pourrait se passer d'une réflexion sur la dimension à l'Est. L'Europe a besoin d'unité. Elle découle du fait que nous sommes tous des enfants de l'Europe et que nous héritons tous dans un même degré de ses nobles traditions et de sa riche culture».

Cette réflexion sur la dimension de l'Europe à l'Est nous l'avons nourrie à travers de nombreuses années dans les rencontres que nous avons organisées entre Européens de l'Est et de l'Ouest sur notre culture commune. Les débats du groupe de travail Est-Ouest, - le onzième de notre série de colloques depuis

1976 - ont été préparés par des publications dont la dernière est sortie de presse pour l'ouverture de la Conférence.¹

Nous disposons des recommandations et des propositions présentées en conclusion des travaux des groupes. Il s'agit de la lire avec attention afin de passer à l'étape de la concrétisation.

Nos amis européens de l'Est nous encouragent depuis plusieurs années déjà. Des contacts utiles ont été pris pendant la Conférence qui offrent au Centre Européen de la Culture des possibilités de contribuer au développement du dialogue culturel dans la longue durée. Mais il ne faut pas sous-estimer les obstacles auxquels se heurte la construction de ce qu'on appelle la «Maison européenne». Car tous les Européens, surpris par la révolution qui secoue l'Est, sont occupés à mettre de l'ordre dans leurs affaires sans trop savoir à quoi ils en seront l'été prochain. Il ne s'agit pas seulement de trouver le chemin qui mène de l'économie planifiée à l'économie du marché, mais de passer l'hiver et d'assurer la soudure de juillet-août, de remettre en marche un appareil économique bloqué par les résistances actives et passives des conservateurs. A quoi s'ajoute la poussée centrifuge des nationalités qui travaillent même la Yougoslavie, cette fédération modèle.

Les Occidentaux, quant à eux, se sont mobilisés spontanément, mus par la compassion plus encore que par l'intérêt. Ils rivalisent de générosité jusqu'à encombrer par leur zèle humanitaire ceux qu'ils assistent. Ils échafaudent des grands desseins politiques, s'interrogeant sur les choix à opérer entre l'unification de l'Allemagne et la fédération des deux Allemagnes. La France, à la tradition jacobine, lance l'idée d'une Confédération d'Etats européenne dont on ne voit pas encore se dessiner les frontières ni les structures. Ses ministres sillonnent l'Europe de l'Est, serrés par leurs collègues allemands qui, une fois de plus dans l'histoire, bénéficient de l'avantage de la puissance économique et de la géographie. Partout s'élaborent des programmes de collaboration Est-Ouest. Ce n'est plus seulement l'espace économique européen qui est pris d'assaut, mais ce qu'on définit comme un espace culturel au sein duquel se développeront, sous le signe de la rééducation à la démocratie à l'occidentale, les échanges d'idées, de «biens culturels», de personnes, d'intellectuels de toutes tendances et bien entendu d'étudiants.

Que peut faire le modeste Centre Européen de la Culture dans cette période où l'histoire s'agite, où ressurgissent du passé des images d'avant 1914, si ce n'est maintenir en vie la conscience d'une culture universelle? Il ne peut envisager d'autre mission que de poursuivre sa politique d'ouverture à l'Est tout en intensifiant ses échanges avec les Européens du Sud et du Nord, de résister à la tentation occidentale de la culture dominante pour se situer au cœur d'une Europe ouverte au monde.

Cette nouvelle Conférence Européenne de la Culture a été conçue comme une étape dans le dialogue entre l'Europe fragilisée par ses divisions et les autres continents, engagés eux aussi dans un processus de la modernisation

qui, pour certains d'entre eux, n'est plus synonyme «d'Occidentalisation».

Nous avons choisi pour nos débats, des thèmes qui, tous, se rapportent aux grands problèmes de la gouvernance du monde dont nous savons qu'ils occuperont une place centrale dans l'histoire du XXI^e siècle: Des rapports entre l'infrastructure économique et les institutions politiques, entre science et valeurs. De la conduite des sociétés plurilingues: Nous avons tenté d'établir un bilan culturel de l'Europe, de relancer la Campagne d'Education civique européenne et de rappeler à nos sociétés malades d'irresponsabilité qu'elles sont bâties sur le respect de la personne libre et responsable. Nous nous sommes interrogés sur le rôle joué par ce nouvel instrument d'éducation qu'est la télévision avant de voir, dans la prochaine conférence, qu'elle pourrait ou devrait être sa contribution aux dialogues des cultures. Nous avons repris l'étude de la problématique, de plus en plus actuelle dans l'Europe ouverte à l'Est, de la relation entre régions, nations et fédérations, convaincus que nous sommes de la nécessité d'une réaffirmation de la démarche fédéraliste indispensable à la sélection des grands problèmes que pose la relation entre l'espèce humaine et les ressources de la planète. Nous nous sommes enfin préparés au dialogue Europe-Monde qui se déroulera à Lisbonne l'automne prochain, en nous demandant quelle était l'image de l'Europe dans le monde.

Les échanges de vues au sein des groupes de travail ont été animés, parfois confus. Mais quels que soient les résultats obtenus et les conclusions qui se sont dégagées, ils ont tous permis de situer les problèmes en mal de solution, de discerner des états d'esprit et les sources même d'incompréhension.

Il me reste maintenant à exprimer notre reconnaissance à tous les participants à ces quelques jours de débats pour la contribution qu'ils y ont apportée. Si nous avons pu faire du travail utile, c'est grâce à chacun d'entre eux, grâce à la volonté qu'ils ont affirmée les uns et les autres de se comporter en Européens, grâce à leur conviction qu'une chance exceptionnelle nous était offerte qu'il fallait avoir l'intelligence de saisir.

J'inclus dans ce message les généreux donateurs qui nous ont accordé les moyens de tenir cette nouvelle Conférence de Lausanne et l'équipe des organisatrices et des organisateurs qui a fourni, comme chacun a pu le constater, un travail considérable et créé le climat le plus favorable à nos travaux. Sans doute le cadre dans lequel cette Conférence s'est déroulée a-t-il joué un rôle. Mais plus encore la qualité de l'encadrement et la démonstration qui fut faite que la courtoisie est une condition de l'efficacité.

¹ *Cadmos*, N° 47-48, automne-hiver 1989.

LISTE DES PARTICIPANTS

- ACIMOVIC** Ljubivoje (Dr), Ph.D., Senior Research Fellow, Editor in Chief of the survey of the center for strategic studies, Belgrade.
- ALLERAT** Marie, Responsable des relations publiques, Institut Européen de géopolitique, Lyon.
- AMBUHL** Max A., Vice-président, secrétaire général de l'Union européenne de Suisse, Mouvement européen en Suisse, Berne.
- ANDRE** René, Chef de l'Unité «Action Culturelle», Direction générale «Information, Communication, Culture».
Commission des Communautés Européennes, Bruxelles
- ANDREASEN** Uffe (Dr), Ministre plénipotentiaire, Docteur ès Lettres, Conseiller culturel et de Presse, Délégué Permanent du Danemark auprès de l'Unesco, Paris.
- ARNOLD** Pierre, (Dr h.c.), Ingénieur agr. EPFZ, Président de l'administration, Fédération des coopératives Migros, Zurich.
- AUBERJONIS** Fernand, écrivain, correspondant Européen de Journaux US. Doyen des Correspondants américains à Londres. Gouverneur de la Ditchley Fondation, Londres.
- AUTISSIER** Anne-Marie, Agrégée de Lettres Modernes, Directeur de projets à Eurocréation. Collaboratrice régulière à l'Encyclopédia Universalis (Europe et Culture européenne, Albanie), Paris.
- BAUER** Gérard, (Dr h.c.), Président d'honneur de la FH et de l'OSEC, Neuchâtel.
- BAUMANN** Joseph, Collaborateur scientifique, Office fédéral de l'éducation et de la science, Berne.
- BEKEMANS** Léonce (Dr), B.A. in Philosophy, M.A. in Economics and International Relations, Ph.D. (European University Institute, Florence, and University of Leuven). Research Fellow, European Cultural Research Centre, Florence; responsible faculty member at the European Institute of Public Administration, Maastricht (NL), Florence.
- BERCHEM** Theodor, (Prof. Dr h.c.) University of Caen (F),
Dr. h.c. Davidson College, North Carolina (USA) Dr. h.c. University of Sao Luis (Brazil). President, University of Würzburg. President, German Academic Exchange Service (DAAD), Bonn.
- BERGE** Prune, Responsable de l'audio-visuel et des droits étrangers aux Editions du Seuil, Paris.

BERNARD Jean, (Prof.), membre de l'Académie française, membre et ancien Président de l'Académie des Sciences. Président du Comité consultatif national d'Ethique, Paris.

BERRADA Abderrazak, Ingénieur, ancien membre IFRB (UIT), Genève.

BEZAGUET Janine, (Dr), Docteur en 3e cycle de la Sorbonne, Science ès Lettres et doctorat, histoire Paris, CAES Genève. Professeur au Collège de Staël à Genève. Méthodologie, Etudes Pédagogiques de l'Enseignement, Genève.

BONDY François, (Dr h.c.), Editions Schweizer Monatshefte, coéditeur Columnist Politik und Wirtschaft, Zurich.

BOUNINE-CABALE Jean, Conseiller du Président du Comité Stratégique de l'Oréal, Paris.

BOURQUIN Jean-Fred, (Dr), Docteur en psychologie, membre du groupe Médicis. Chef du domaine arts et connaissances. Radio Télévision Suisse Romande, Genève.

BRINER Hans J., (Dr Rer.pol.) Vice-Président ARFE (Ass. des Régions frontalières européennes). Directeur Regio Basiliensis, Bâle.

BRITTAN Samuel, (Dr.hon.Prof), Hon. Fellow of Jesus College, Cambridge, hon. Professor of Politics at Warwick, hon. Dr of Letters (Heriot-Watt University, Edinburgh). Assistant Editor of the Financial Times. Recent book: (A Restatement of Economic Liberalism). Member of the Peacock Committee on the Finance of the BBC (1985-86). George Orwell and Senior Harold Wincott Prizes. Ludwig Erhard Prize (1987), London.

BYSTRICKY Rudolf, Genève.

CARNOT Gaëtan, Ingénieur EPFL, Directeur général INCA Bank, Genève.

CASSEN Bernard, (Prof. Dr), Agrégé de l'Université, Docteur d'Etat. Professeur à l'Université Paris VIII, Directeur du DEA «Mutations des sociétés et cultures en Europe». Journaliste au Monde diplomatique, Paris.

CATTAUI Livanos Maria Livanos, B.A. Harvard, Director, Member of the Executive Board. World Economic Forum, Genève.

CERESA Otto, licencié de l'IUHEI. Directeur adjoint, Fondation suisse pour la culture, Pro Helvetia, Zurich.

CERYCH Ladislav, (Dr.h.c.) (Umea), Directeur Institut Européen d'Education et de Politique Sociale, Paris.

CHABRIER MÖLLERS Ulla, Licence ès lettres (All. et Fr.) Université de Freiburg (RFA), maîtrise d'allemand, licence de linguistique, Université de Grenoble. Professeur d'allemand Collège Voltaire, Genève, Maître de méthodologie et formation générale, Genève.

CHITI-BATELLI Andrea (Dr), ancien conseiller parlementaire du Sénat italien, Rome.

CHURCH Clive H., B.A. (Exon) PL.D (London), Reader in European Studies, Canterbury.

CLEMENT-ALVES Véronique, étudiante en doctorat à l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève. Rapporteur auprès du Centre d'Etudes Pratiques de la Négociation Internationale, Genève.

COSANDEY Maurice (Dr h.c. Prof), Ancien Président du Conseil des Ecoles polytechniques fédérales, Lausanne.

COTS Antonio, Ecole d'Art Dramatique de Barcelone. Directeur du Théâtre Obert (Centre de Production du spectacle). Directeur du Festival SITGES TEATRE INTERNACIONAL (Barcelonne). Département de Culture de la Generalitat de Catalogne. Acteur et metteur en scène, Barcelona.

COURVOISIER Bernard (Prof. hon.), Professeur de médecine, Président de la Commission centrale d'éthique de l'Académie Suisse des Sciences Médicales, Bâle. Genève.

CRUZ Liberto (Dr), Maîtrise en Philologie romane, Directeur de la Direction d'éducation, sciences et culture. Fondation Orient, Lisbonne.

CURCHOD Joël, Directeur Radio Suisse Internationale, Berne.

CUSIN Michel (Dr, Prof.) Docteur es Lettres, Président Université Lumière, Lyon. Président du Comité de Liaison des Conférences des Docteurs des Etats membres des Communautés Européennes, Bruxelles.

DEERING Mary Jo, Ph.D. Director, Health Communication Staff, Office of the Deputy Asst. Secretary for Health. U.S. Dept of Health and Human Services, Bethesda, USA.

DELOUCHE Frédéric, Ma Cantab, Chairman, European History Company, London. Paris.

DENTAN Marianne, Secrétaire de rédaction de la revue CADMOS. Centre Européen de la Culture, Genève.

DIRAT Odile, Agrégé de Lettres Modernes. Professeur de lettres au Lycée Léon Blum à Créteil, F-St-Maur.

DOLEZALOVA Ivana (Dr), Free-lance lecturer and translator of English. Institute of Foreign Trade, Institute of Industry, Prague.

DOOHAN John, éditeur «World link», Genève.

DOS SANTOS FERRO Luis, Ingénieur chimiste Université Technique de Lisbonne. Directeur, Fundação Luso-Americana para o Desenvolvimento, Lisbonne.

DREYFUS François-Georges (Prof.), Professeur de Sciences politiques et d'histoire du XXe siècle à l'Université R.Schuman de Strasbourg (III). Agrégé d'histoire - Docteur ès Lettres. Directeur de l'Institut des Hautes Etudes Européennes. Secrétaire permanent du Collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur, Strasbourg.

DUROSELLE Jean-Baptiste, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, Institut de France, Paris.

EL MEJRI Salah (Me), Docteur ès Sciences politiques, (HEI) Genève. Docteur ès Sciences Economiques, Lausanne. Docteur de Droit Privé, Paris. Avocat, Tunis.

ENGELANDER Rudy, Consultant, Bruxelles.

ETTER Martin, journaliste, Berne.

FINGER Matthias (Prof.Dr)(Dr), Visiting Assistant Professor, Syracuse, USA.

FLEURY Antoine, Docteur ès Sciences politiques. Chargé de Cours, Université de Genève. Directeur Fondation Archives européennes. Secrétaire général de l'Association internationale d'histoire contemporaine de l'Europe, Genève.

FRENKEL Max (Dr.iur), Visiting Fellow A.N.U., Canberra 1978. Prix de l'Etat de Berne 1984. Rédacteur Neue Zürcher Zeitung, Lausanne.

FREYMOND Jacques, Président du Centre Européen de la Culture, Genève.

FREYMOND Jean F., Directeur du Centre d'Etudes pratiques de la négociation internationale (CASIN), Genève.

FRICKER Yves (Dr), Maître d'enseignement et de recherche, Université de Genève, faculté des sciences économiques et sociales. Membre du secrétariat général du Centre Européen de la Culture, Genève.

FRIED-TURNES Ursina (Dr.) Professeur, Zürich.

FURRER Hans-Peter, Directeur des Affaires Politiques. Conseil de l'Europe, Strasbourg.

GAGO José Mariano (Prof.) Instituto Superior Técnico (Lisboa). Président du Laboratoire d'Instrumentation et Physique expérimentale des Particules (LIP), Lisbonne.

GARTON ASH Timothy (Dr) British Society of Authors' Somerset Maugham Award (1984). David Watt Memorial Prize (1989). Prix Européen de l'Essai «Charles Veillon» (1989). Foreign editor of «The spectator», columnist on foreign affairs for the Independent, Oxford.

GASSMANN Hanspeter, Diplom-Wirtschaftsingenieur. Head, Information, Computer, Communications Policy Division, Paris.

GEORIS Raymond (Dr), Docteur en Droit. Secrétaire général de la Fondation Européenne de la Culture, Amsterdam.

GIARINI-ROQUETTE Marlise, Membre du Comité de l'Union européenne des Fédéralistes, Genève.

GOMES Bernardino (Dr) Licencié en Sciences Politiques, Université de Louvain. Président association traité atlantique (ATA), Paris. Membre du conseil d'administration Fundação Luso-Americana para o Desenvolvimento, Lisbonne.

GREMION Pierre, Directeur de recherches, Paris.

GROSSRIEDER Paul (Dr), Docteur ès Sciences Politiques, licencié en théologie et philosophie. Délégué général a.i. pour l'Asie et le Pacifique. Comité International de la Croix-Rouge, Genève.

HAJNY Jokf, journaliste, Prague

HAN Suyin (Dr), MBBS LRCPMRCS, London, écrivain, Lausanne.

HANCOCK Alan, Director, Division of Communication Development and Free Flow of Information, Culture and Communication Development, Paris.

HANDLEY David (Dr), Docteur en Sciences Politiques, Licence études internationales, (HEI) Université de Genève. Conseiller Interep SA, Genève.

HARRIS André, Directeur général, Directeur des Programmes et de l'Antenne, La SEPT, Paris.

HARTLEY Anthony (Dr) B.A. (Oxon) Licencié ès Lettres. Editor Encounter Magazine, London.

HÄSSIG Claus, Licencié ès Lettres. Assistant. Université de Genève, Centre Européen de la Culture, Genève.

HENTSCH Thierry (Prof.), Docteur ès Sciences Politiques. Professeur à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Montréal.

HIBBERT Reginald (Sir), G.C.M.G. Retired Ambassador, Retired Director of the Ditchley Foundation, UK-Powys.

HOCKE Jean-Pierre (Dr h.c.), Université de Lausanne, Genève.

IVANOVA Natalia, Journaliste, Critique littéraire, Membre de l'Union des écrivains d'URSS, Moscou.

JALLADE Jean-Pierre, Directeur-Adjoint, Institut Européen d'éducation et de politique sociale, Paris.

JOVANOVIC Stevan (Dr), Docteur d'Etat en Droit. Chargé de recherche. Institut de politique et d'économie internationales, Belgrade.

KAPITZA Serguei, Professor, Institute for Physical Problems, Moscou.

KARAITIDI Marina, éditrice, Athènes.

KERNEN Pierre (Prof.), Président de l'Association Européenne des Enseignants, section suisse, Bâle.

KIPFER Danielle, Licenciée ès Lettres. Adjointe de direction.
Office fédéral de la culture, Berne.

KISS Csaba György (Dr), Candidat des Sciences littéraires (Académie des Sciences, Hongrie). Maître de recherche, Institut d'Etudes Hongroises, Budapest.

KLAPISCH Robert (Prof.) Docteur ès Sciences. Conseiller du Directeur général, CERN, Genève.

KLOSKOWSKA Antonina (Prof.) Ph.D., Member of the Polish Academy of Sciences. Director of the Chair of the Sociology of Culture. Editor, quarterly «Kulture i Spelecznatwe». University of Warsaw. Polish Academy of Sciences, Warsaw.

KOKKO-ZALCMAN Anna, Maître de conférence de langue et civilisation finnoises, Doctorat du III^e cycle, Paris.

KOPECZI Béla (Prof.), membre de l'Académie des Sciences de Hongrie, professeur de l'Université de Budapest. Président de la Commission Hongroise pour l'UNESCO, Budapest.

KOPROWSKY Andrzej (Dr), Docteur en sociologie. Rédacteur en chef des programmes catholiques à la Radio et la TV polonaise. Secrétariat de l'Episcopat de Pologne et du Comité de la Radio et de la TV polonaise, Varsovie.

KOVACS Maté, Paris.

KRUL Nicolas (Dr), Conseiller Financier, London.

LABOREY Annette, Mag. Phil. Secrétaire générale.
Fondation pour une Entraide Intellectuelle Européenne, Paris.

LANGE André, Chercheur à l'IDATE. Auteur de divers ouvrages sur les Industries culturelles (disque et audio-visuel), Paris.

LAPIERRE Jean William (Prof. Dr), Docteur ès Lettres (sociologie). (Dr h.c) Université libre de Bruxelles. Professeur émérite, Université de Nice Sophia Antipolis. Directeur de recherche de l'Institut Européen des Hautes Etudes Internationales et Institut d'Etude des Relations Interethniques et Interculturelles, Nice.

LEAHY John H.G. (Sir), M.A. K.C.M.G., Chairman Franco-British Council (British Section) Governor English Speaking Union. Ambassador to South Africa 1979-82, British High Commissioner to Australia 1984-88, Seaford, GB.

LENDVAI Paul (Prof.), Director Radio Austria International, Vienna.

LIEHM Antonin (Prof.), Directeur de «Lettre Internationale», Paris.

LIOTHAL Alexandre (Prof.), Département Relations Internationales, Comité central du Parti, Moscou.

LOURENÇO Eduardo, Conseiller culturel de l'Ambassade du Portugal, Rome. Maître de Conférence à l'Université de Nice.

MACH Bernard (Prof.), MD, Ph.D., Directeur du Département de Microbiologie. Faculté de Médecine, Université de Genève.

MAMARDACHVILI Merab, Tbilissi, URSS.

MANSELL Gérard, Ancien Directeur-Général, Adjoint et Directeur du World Service, B.B.C. Ancien Président, Comité Consultatif pour la Communication, Commission Nationale Britannique pour l'UNESCO, Londres.

MARC Alexandre, Conseiller permanent du C.I.F.E., Vence.

MARCH Montague, Membre du Conseil Académique de l'Université de Genève.

MARSHALL Peter (Sir), KCMG (Knight Commander of the Order of St Richard and St George), Chairman, Commonwealth Trust, London. Member of the British Diplomatic Service 1949-83, London.

MASIP Ramon, Directeur général Nestlé S.A., Vevey.

MAURER Jean-Luc (Prof. Dr), Docteur ès Sciences Politiques. Vice Directeur IUED. Directeur Centre de Recherche sur l'Asie Moderne (CRAM), Genève.

MAYOL Pierre (Dr), Chercheur en sociologie de la jeunesse. Docteur en sociologie. Chargé d'études au Ministère de la Culture, Dépt d'Etudes et Prospectives (DEP), Paris.

MELICH Anna (Dr), Administrateur principal Commission des Communautés européennes - DG.X «Sondages, Recherches, Analyses», Bruxelles.

MELLAH Fawzi (Prof. Dr), Docteur ès Sciences politiques. Juriste. Professeur à l'Université de Genève, Institut Universitaire d'Etudes du Développement, Genève.

MERKURIEV Stanislav, Recteur de l'Université de Léninegrad.

MERCANTON Jacques, écrivain, Lausanne.

MOLNAR Miklos (Prof.hon Dr), IUHEI et Université de Lausanne, Genève.

MONTMOLLIN Jacques de, Diplômé d'histoire à l'Université de Neuchâtel. Directeur du Forum économique et culturel des régions, Neuchâtel.

MORET Yves R., Ambassadeur, licencié en Droit. Représentant permanent de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg.

MULLER Horst, Fribourg.

MURALT André de (Prof.ord.), Directeur du Dépt de philosophie de l'Université de Genève.

NATHUSIUS Martin (Dr), Secrétaire Général de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne.

NICOLE Jean-Claude, Avocat, Licencié ès Sciences économiques, Licencié en Droit. Président et Administrateur-délégué du CI Com S.A. Compagnie Internationale pour la Communication. Editeur du journal «La Suisse», Genève.

NIVAT Georges (Prof.) Université de Genève, faculté des Lettres.

NOUAILHAT Yves-Henri (Prof. Dr), Agrégé d'Histoire, Docteur ès Lettres. Professeur d'Histoire Contemporaine à l'Université de Nantes. Département d'Histoire.

OKSAAR Els (Prof.Dr, Dr h.c.mult.) member of the Finnish Academy of Sciences, First President of the International Association for the Study of Child Language. Full professor of General linguistics, Chairman, Member of the Scientific Council (Wissenschaftsrat). Head of the Research Center for Language Contact and Multilingualism. Institute of General Linguistics, University of Hamburg.

ORT Alexandr (Dr), Historien, Prague.

PANIGEL Armand, Officier de l'Ordre des Arts et Lettres. Président de la Fondation Armand Panigel (association Audio-Visuelle), Saint-Rémy-de-Provence.

PASSERON René (Prof. Dr), Directeur de recherche au CNRS. Membre co-fondateur de l'Académie internationale de Philosophie de l'Art. Directeur du Centre de recherche «Philosophie de l'Art et de la Création», Université de Paris I. Institut d'Esthétique UFRO4.

PEREZ Henri, Polytechnicien. Directeur du Département Télévision UER, Union Européenne de Radiodiffusion, Genève.

PHILIPPOVICH Thomas, Secrétaire général du Conseil des Communes et Régions d'Europe, Paris.

PICHT Robert (Prof.), Directeur de l'Institut Franco-Allemand, Vice-président de la Fondation Européenne de la Culture. Professeur au Collège d'Europe à Bruges, Amsterdam.

PRINCE Katrine, B.A.Honours, M.I.L. Director of Studies (Consultant), London Tourist Board, London.

PUYMEGE Alison de, MA (Oxon.), Secrétaire générale adjointe Conférence des Recteurs européens. Historienne, Genève.

PUYMEGE Gérard de, Secrétaire général du Centre Européen de la Culture, Genève.

RAEBER Thomas (Dr.), ancien Secrétaire central de l'Union Européenne, mouvement européen en Suisse. Ancien directeur suppléant de la coopération au développement et de l'aide humanitaire au Département fédéral des affaires étrangères, Berne. Ancien Ambassadeur, Représentant permanent de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe, Berne.

RANGONI Serge, Directeur, INDIGO Bureau de Production, Promotion et Diffusion de Spectacles, Bruxelles.

REGNIER Philippe Thierry (Dr), Major de Promotion 1980, Institut d'Etudes Politiques, Strasbourg. Major de Promotion 1981, Promotion Jean Monnet, Collège de l'Europe, Bruges. Coordinateur de la Recherche au Centre de Recherche sur l'Asie Moderne, Genève.

RICQ Charles (Dr, Prof.), Professeur à l'Institut Universitaire d'études européennes, section d'études régionales, Genève.

RIEBEN Henri (Prof.), Président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe. Professeur à l'Université de Lausanne. Directeur du Centre de Recherches Européennes, Lausanne.

RIEMENSCHNEIDER Rainer (Dr), Maître de Recherches. Georg-Eckert-Institut für internationale Schulbuchforschung, Braunschweig.

RIEUTORD Maurice S.J. (Père de la Compagnie de Jésus), Secrétaire général de l'Institut Robert Schuman pour l'Europe. Directeur des Relations Extérieures du Centre Culturel «les Fontaines». Vice-Président et Délégué à Strasbourg de l'Office Catholique d'Information sur les Problèmes Européens (O.C.I.P.E.), F-Chantilly.

RIFFAULT Hélène, Président de Gallup international, Paris.

RIGAUD Jacques, Conseiller d'Etat honoraire. Administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, Président de RTL. Président d'ADMICAL (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial), Paris.

ROBERTS John (Dr), M.A., Docteur en Philosophie. Warden of Merton College, Oxford

ROBERTSON Patrick, Secrétaire général du groupe de Bruges, Londres.

ROISSE Christian, Conseiller juridique, EUTELSAT, Paris.

ROMANO Sergio (Dr h.c.), Ambassadeur d'Italie, Docteur de l'Institut d'Etudes Politiques, Paris. Historien, Journaliste, Rome.

RUTHNASWAMY Vincent, Lausanne.

SADLAK Jan (Dr), M.A. Economics, Oskar Lange Economic Academy in Wroclaw Ph.D. Educational Administration, State University of New York at Buffalo. Visiting Scholar, The Ontario Institute of Studies in Education in Toronto, Toronto.

SAINT-OUEN François (Dr), Docteur en Sciences Politiques. Membre du Secrétariat général du Centre Européen de la Culture, Genève.

SAGDEEV Roald, Committee of Soviet Scientists, Academy of Sciences of the URSS, Moscow.

SAYAMOV Yuri (Dr), First Vice-President, Committee of Soviet Scientists, Moscou.

SEIBOLD Eugen (Prof. Dr h.c.), President European Science Foundation, Strasbourg

SEROT Patrick (Prof. Dr), Docteur et Professeur en linguistique slave. Université de Lausanne, faculté des Lettres.

SIDJANSKI Dusan (Prof.) Professeur à l'Université et à l'Institut universitaire d'études européennes de Genève.

SIEGWART Henry (Dr), Secrétaire général Association Européenne des Festivals de Musique, Docteur en Droit, Genève.

STAROBINSKI Jean (Prof.), écrivain, Université de Genève.

STEINERT Marlis G. (Prof.hon.émérite, Dr), Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève.

TAKATO Fuyutake (Prof.), Maître ès Lettres, Boursier du Gouvernement japonais, chargé de recherches sur Benjamin Constant. Professeur à l'Institut des Sciences Linguistiques et Culturelles de L'Université d'Etat du Kyushu, Paris.

TRIPET Edgar, Directeur de Gymnase, Président Commission nationale suisse pour l'UNESCO. Vice-président de la Fondation suisse de la culture Pro Helvetia, CH-La Chaux-de-Fonds.

TSCHOPP Peter (Prof.), Professeur à l'Université de Genève. Directeur de l'Institut universitaire d'études européennes (IUEE), Genève.

TSCHOUMY Jacques-André, Licencié en Lettres, licence en sciences de l'éducation de l'Université de Genève. Directeur IRDP, Institut Romand de recherches et Documentation Pédagogiques, Neuchâtel.

URSPRUNG Heinrich (Prof. Dr), Docteur en philosophie, Docteur Sc.technique h.c.. Président du Conseil des écoles polytechniques fédérales, Zürich.

VANBERGEN Pierre (Prof.), Licencié en philosophie et Lettres. Secrétaire général hon. du Min. de l'Education Nationale. Professeur hon. du Centre Universitaire d'Anvers. Président international de l'Association européenne des Enseignants, B-Braine-l'Alleud.

VENTURELLI Lino (Prof.), Docente di «Tecnica Industriale e commerciale» e (in affidamento) di «Tecnica delle ricerche di mercato e della distribuzione generale». Università degli studi G. d'Annunzio-Chieti, facoltà di economia e commercio. Membre du «Comité européen» de l'Association européenne des enseignants (AEDE), de la «Direction» et du «Conseil national» du conseil italien du mouvement européen-Rome, du «Comité central» ou mouvement fédéraliste européen (Section italienne de l'union européenne des fédéralistes), I-Pescara.

VIDAL-BEYNETO José, Direction de l'Enseignement de la Culture et des Sports, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

WEDELL George (Prof. Dr), Dr Sc.(Econ.), M.Ed, FRTS, FRSA, Director of the European institute for the media (E.I.M.). Professor of communication, Manchester University.

WENGER Klaus (Dr), Docteur en philosophie. Rédacteur en chef au Südwestfunk. Membre d'honneur de l'Institut Européen de la Communication, Manchester, D-Baden-Baden.

WIJCKMARK Carl-Honning (Dr), Docteur ès Lettres, écrivain, S-Bromma.

WITTS Dick, Director South Hill Park, GB-Bracknell.

WOZNIAKOWSKI Henryk, PL-Krakow.

YAKER Layachi, Ambassadeur, ancien Ministre, diplômé études supérieures Sciences économiques. Coordinateur Activités spéciales, Cabinet du Directeur général UNESCO. Membre commission Brandt et commission Sud (Nyerere) Président Institut International des Océans, membre du Comité Exécutif club de Rome, Paris.

ZELDIN Theodore (Dr), Fellow of St Antony's College, Oxford.

Organisateurs

- FREYMOND Jacques** (Prof. Dr h.c.), Correspondant de l'Institut de France.
Président du Centre Européen de la Culture, Genève.
- PUYMEGE Gérard de** (Dr), Docteur ès Sciences Politiques, Licencié ès Lettres. Secrétaire général du Centre Européen de la Culture.
- BIELER Anne**, Secrétariat général, adjointe du Centre Européen de la Culture, Genève.
- GIROMINI Jacqueline**, Assistante du Président, Centre Européen de la Culture, Genève.
- KARAGEORGE Lise**, Assistante du Secrétaire général, Centre Européen de la Culture.
- MONNET Gertrude**, Assistante de direction, Centre d'Etudes pratiques de la négociation internationale, Genève
- FRICKER Yves** (Dr), Maître d'enseignement et de recherche, Université de Genève, faculté des sciences économiques et sociales. Membre du secrétariat général du Centre Européen de la Culture.
- SAINT-OUEN François** (Dr), Docteur en Sciences Politiques. Membre du Secrétariat général du Centre Européen de la Culture.
- ACKERMANN Bruno**, membre du secrétariat général du Centre Européen de la Culture.

Collaborateurs

Antoine BIELER
Loraine BIELER
Eric BART
Catherine BOURQUIN
Grégoire CRETIAZ
Yan DUYBENDAK

Luisa MARQUES
Justine MOECKLI
Claude RATZE
Olivier SALAMIN
Claudia VILLAMAN
Samia WOODLEY

Table des matières

Remerciements	7
Comité d'honneur	8
Introduction, Jacques Freymond	9

SÉANCE D'OUVERTURE

Allocutions de :	
— <i>M. Jean-Pascal Delamuraz</i>	14
— <i>M. Jean-François Leuba</i>	17
— <i>M. Paul-René Martin</i>	20
— <i>M. Federico Mayor</i>	23

MESSAGES	32
--------------------	----

RAPPORTS DES GROUPES DE TRAVAIL ET DES TABLES RONDES

— Vers un bilan culturel	49
— Education et formation à l'Europe des citoyens	52
— Les média et la construction européenne	54
— La problématique du fédéralisme	58
— Image de l'Europe dans le monde	60
— Dialogue Est-Ouest	64
— Les entreprises devant les enjeux de la culture européenne	69
— Sciences et valeurs	71
— De la conduite des sociétés plurilingues	72

Conclusion, Jacques Freymond.	77
Liste des participants	89
Organisateurs, collaborateurs	105

En organisant cette troisième *Conférence Européenne de la Culture*, le CEC entendait commémorer le 40^e anniversaire de la première Conférence Européenne de la Culture et reprendre le grand débat Europe-Monde. Cette publication rassemble les allocutions de la cérémonie d'ouverture, les messages officiels reçus de diverses personnalités, ainsi que les rapports des groupes de travail et des tables rondes présentés à la séance plénière de clôture.